

RESULTATS EN FORTE HAUSSE DANS TOUS LES METIERS

DONNÉES PUBLIÉES ET SOUS-JACENTES GCA ET CREDIT AGRICOLE S.A. T2-2021

Activité commerciale dynamique, forte hausse du résultat, rentabilité élevée

	GROUPE CRÉDIT AGRICOLE		CRÉDIT AGRICOLE S.A.	
	Publié	Sous-jacent	Publié	Sous-jacent
Revenus	9 304 m€ +14,9% T2/T2	9 295 m€ +8,9% T2/T2	5 819 m€ +18,8% T2/T2	5 829 m€ +12,4% T2/T2
Charges hors FRU	- 5 536 m€ +9,9% T2/T2	- 5 504 m€ +9,4% T2/T2	- 3 253 m€ +9,2% T2/T2	- 3 221 m€ +8,3% T2/T2
Résultat Brut d'Exploitation	3 756 m€ +27,2% T2/T2	3 779 m€ +11,2% T2/T2	2 554 m€ +39,0% T2/T2	2 596 m€ +21,9% T2/T2
Coût du risque	-470 m€ -61,1% T2/T2	-445 m€ -63,1% T2/T2	- 279 m€ -66,8% T2/T2	-254 m€ -72,0% T2/T2
RNPG	2 770 m€ +86,8% T2/T2	2 367 m€ +32,6% T2/T2	1 968 m€ x2,1 T2/T2	1 615 m€ +46,0% T2/T2
Coex (hors FRU)	59,5% -2,7 pp T2/T2	59,2% +0,3 pp T2/T2	55,9% -5,0 pp T2/T2	55,3% -2,1 pp T2/T2

RESULTAT PUBLIE Crédit Agricole S.A. T2 2021 au plus haut depuis 2007

Résultat publié x2,1 T2/T2 incluant +353 m€ de spécifiques (dont +925 m€ badwill brut Creval)

RESULTAT SOUS-JACENT

Résultat sous-jacent en forte hausse : +46,0% T2/T2 à 1 615m€ ; +30% vs niveau pré-crise

Résultat brut d'exploitation: +21,9% T2/T2 : hausse des revenus liée à une activité soutenue et à un effet marché favorable, hausse des charges liée à la reprise et à un effet périmètre (+3,6% T2-21/T2-19 hors effet périmètre)

Coût du risque sur encours 41 pb (4 trimestres glissants), taux de couverture en hausse

RENTABILITE DANS LA DUREE

Effet ciseaux positif, amélioration du coefficient d'exploitation 55,3% (-2,1 pp T2/T2);

ROTE sous-jacent S1-21 à 13,6%¹, supérieur de 2,6 pp depuis 5 ans à la moyenne de 10 grandes banques européennes

Potentiel de croissance organique sans cesse renouvelé (équipement assurances en hausse)

Position de capital très confortable au niveau du Groupe

	GROUPE CRÉDIT AGRICOLE		CRÉDIT AGRICOLE S.A.	
CET1 phasé	17,3%	stable juin/mars +8,4 pp au-dessus du SREP	12,6%	-0,1 juin/mars +4,7 pp au-dessus du SREP
	Dans le scénario adverse des stress tests EBA, CET1 au meilleur niveau des G-SIB européennes		Demande faite à la BCE sur un second share buy-back pouvant aller jusqu'à 500 m€ au T4-21	

¹ ROTE sous-jacent calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent annualisé et de charges IFRIC linéarisées sur l'année

Engagement fort dans tous les métiers pour une économie bas carbone et pour l'inclusion des jeunes

GRUPE CRÉDIT AGRICOLE

Adhésion aux initiatives « Net Zero » (Net Zero Banking Alliance)

Annonce d'un plan jeunes de 25 m€

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

1^{er} financeur des énergies renouvelables en France

1^{er} en Europe de l'investissement responsable

FAITS MARQUANTS Poursuite des initiatives de développement en Europe

- Crédit Agricole Italia : après le plein succès de l'offre publique d'achat sur CreVal, première consolidation au T2-21 (+98 m€ PNB, +65 m€ charges, +7 m€ résultat).
 - Badwill brut de +925m€ ce trimestre, imputation d'une première estimation, avant « *Purchase price allocation* » définitive avant fin 2021, de provisions incluant des revalorisations de portefeuilles de crédit, de -547 m€
 - Amundi : signature d'un contrat cadre en vue de l'acquisition de Lyxor, en avance sur le calendrier, finalisation prévue fin 2021
 - Montée en puissance d'Amundi Technology
-

Dominique Lefebvre,

Président de la SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

« Avec le projet sociétal du Groupe, le Crédit Agricole veut rendre possible un nouveau modèle de croissance, respectueux de l'environnement et porteur de progrès pour tous »

Philippe Brassac,

Directeur général de Crédit Agricole S.A.

« Sans surprise, les résultats sont excellents ce trimestre, au plus haut niveau historique. Fort de ses différences fondamentales, le Groupe est en première ligne pour relever les grands défis de la société. »

Groupe Crédit Agricole

Activité du Groupe

La stratégie d'accompagnement et de soutien à l'économie des pouvoirs publics permet le rebond de l'activité des clients, malgré l'incertitude sur le rythme de sortie de crise et de normalisation de l'économie. En effet, les indicateurs économiques reflètent le retour au niveau pré-crise de l'activité clients après chaque levée des contraintes. Ainsi, le montant des paiements des porteurs du Groupe (Caisses régionales et LCL) est en forte progression (+15,5% entre fin mars 2021 et fin juin 2021) et est supérieur au niveau de 2019 (+10,5% par rapport à fin juin 2019). La progression du PMI manufacturier (+7,9 points en France depuis fin décembre 2020) et de l'opinion des ménages et des chefs d'entreprises (+21,9 points d'amélioration du climat des affaires depuis fin décembre 2020) reflètent également cette reprise de l'activité économique.

Dans ce contexte, l'activité commerciale du Groupe a été dynamique dans les métiers du Groupe. La conquête brute est très forte. Au premier semestre 2021, le Groupe enregistre +906 000 nouveaux clients en banque de proximité, dont 828 000 clients en France (647 000 clients dans les Caisses régionales) et 77 000 clients en Italie, et le fonds de commerce continue de progresser (+163 000 clients). Au deuxième trimestre 2021, le Groupe a conquis +436 000 nouveaux clients en banque de proximité, dont 398 000 clients en France (308 000 clients dans les Caisses régionales) et 38 000 clients en Italie, et le fonds de commerce progresse également (+87 000 clients). La production a par ailleurs retrouvé le niveau pré-crise, avec notamment une hausse de 15,0% des réalisations de crédit dans les Caisses régionales et chez LCL par rapport au niveau pré-crise, et un retour des réalisations de crédit à la consommation et des affaires nouvelles en assurances dommages au niveau pré-crise.

Chacun des métiers du Groupe affiche ainsi un très bon niveau d'activité (Cf. Infra).

De plus, les parts de marchés du Groupe Crédit Agricole ont progressé depuis la publication du Projet de Groupe et du PMT 2022. Ainsi, les parts de marché pour les crédits aux ménages, la prévoyance individuel, l'assurance emprunteur, l'assurance vie et l'assurance dommage ont gagné environ un point de pourcentage et atteignent respectivement 29%², 21%³, 16%⁴, 15%⁵ et 7%⁶. Le potentiel de croissance organique est sans cesse renouvelé grâce à la force du modèle de développement du Groupe. Dans ce contexte, les taux d'équipement⁷ des Caisses régionales, de LCL et de CA Italia progressent sensiblement depuis fin 2019 (respectivement +1,7 point de pourcentage, +1,2 point de pourcentage et +3,0 point de pourcentage) et depuis fin 2018 (respectivement +6,2 point de pourcentage, +2,5 point de pourcentage et +4,7 point de pourcentage) pour s'établir au 30 juin 2020 à respectivement 42,4%, 26,2% et 18,4%.

Par ailleurs, en France, l'exposition brute du Groupe sur les Prêts Garantis par l'Etat français s'établit à 23,8 milliards d'euros au 30 juin 2021 en France, répartie à 64% chez les Caisses régionales, 28% chez LCL et 8% chez CACIB. Elle correspond à 2,9 milliards d'euros net des garanties de l'Etat français⁸. En Italie, l'exposition brute du Groupe sur les PGE s'établit à 4,8 milliards d'euros, soit 0,6 milliards d'euros net des garanties d'Etat. La part des expositions brutes des prêts garantis Etat classée en stage 3 en France et en Italie reste très limitée, à 2,5%. En termes de moratoires, le Groupe dispose en France de 84 000 pauses toujours actives, correspondant à 0,5 milliard d'euros d'échéances reportées, réparties à 88% chez les Caisses régionales et 12% chez LCL. Ces pauses correspondent à 8,5 milliards d'euros de capital restant dû. La qualité des moratoires se confirme : moins de 1,5% des moratoires EBA-compliant des Caisses régionales et LCL sont classées en stage 3

² Fin 2020, étude Crédit Agricole S.A. – France – PDM crédits aux ménages LCL et Caisses régionales

³ Fin 2019, périmètre : cotisations annuelles Temporaire décès + Garantie obsèques + Dépendance

⁴ Fin 2019, cotisations annuelles perçues par Crédit Agricole Assurances originées par les Caisses régionales et LCL (part de marché totale du Groupe de 25% incluant 9% assurés par CNP)

⁵ Fin 2020, périmètre : Predica, encours

⁶ Fin 2019, activités Dommages de Pacifica & La Médicale de France, cotisations annuelles. Taille du marché : Argus de l'Assurance

⁷ Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV

⁸ Le montant d'exposition brute ne comprend pas 0,4 milliard d'euros de PGE accordé par CACIB et bénéficiant d'une garantie d'un état autre que la France et l'Italie.

et plus de 98% des moratoires échues accordées par les Caisses régionales et par LCL ont repris leurs paiements⁹. En Italie, il reste 8 000 pauses toujours actives correspondant à 0,3 milliard d'euros d'échéances reportées. Les moratoires non échus de CA Italia correspondent à 1,4 milliard d'euros de capital restant dû, les moratoires échus de CA Italia correspondent à 8,3 milliards d'euros de capital restant dû sur lequel la part non performante est de 1,4%.

Résultats du Groupe

Au deuxième trimestre 2021, le résultat net part du Groupe publié du Groupe Crédit Agricole ressort à **2 270 millions d'euros**, contre 1 483 millions d'euros au deuxième trimestre 2020, soit une croissance très forte de +86,8%. Les **éléments spécifiques** de ce trimestre ont eu un **effet net positif de 403 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe**.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre comprennent les éléments de volatilité comptable récurrents en produit net bancaire, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour -6 millions d'euros en résultat net part du Groupe, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour -6 millions d'euros en résultat net part du Groupe, la provision Epargne logement pour +18 millions d'euros en résultat net part du Groupe. A ces éléments récurrents, s'ajoutent les éléments suivants. Suite à l'acquisition de Creval par Crédit Agricole Italia, Creval est consolidé pour la première fois depuis le 30 avril. Sont inclus dans les éléments spécifiques l'enregistrement d'un badwill brut de +925 millions d'euros, sur lequel est imputée une première estimation, avant la « Purchase price allocation » définitif prévue d'ici la fin de l'année 2021, de provisions de -547 millions d'euros, incluant environ -300 millions d'euros liés à la revalorisation des risques sur les portefeuilles de crédit, environ -70 millions d'euros liés aux dossiers contentieux et litiges, environ -30 millions d'euros liés au coût de refinancement, et environ -100 millions d'euros liés aux revalorisations des portefeuilles immobilier et de titres, hors DTA. Ce badwill net provisoire de +378 millions d'euros, à 100% sur Crédit Agricole, se traduit en résultat net part du Groupe par un impact de +321 millions d'euros. Sont aussi classés en spécifiques des frais d'acquisition de Creval (impact de -9 millions d'euros sur le résultat net part du groupe) ainsi qu'un provisionnement complémentaire des encours sains des créances Creval (impact de -21 millions d'euros en résultat net part du groupe). Par ailleurs, sont enregistrés ce trimestre en éléments spécifiques des gains « Affrancamento » liés à des dispositions fiscales exceptionnelles en Italie pour la revalorisation extra-comptable des écarts d'acquisition et leur amortissement pour +116 millions d'euros en résultat net part du groupe dans les pôles BPI, dont le gain est enregistré en impôt pour +38 millions d'euros avec un impact en résultat net part du Groupe de +32 millions d'euros, GEA, dont le gain est enregistré en impôt pour +114 millions d'euros avec un impact en résultat net part du Groupe de +80 millions d'euros, et SFS, dont le gain est enregistré en mise en équivalence pour +5 millions d'euros avec un impact en résultat net part du Groupe du même montant. Les coûts de transformation liés au projet Réseau LCL Nouvelle Génération, nouveau regroupement d'agences chez LCL pour -13 millions d'euros en charges et -9 millions d'euros en Résultat net part du Groupe, et au projet Turbo, plan de transformation et d'évolution Caceis pour -16 millions d'euros en charges et -8 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Ainsi que les résultats sur les activités de gestion de fortune à Miami et au Brésil en cours de cession pour +7 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Au deuxième trimestre 2020, les éléments spécifiques avaient eu un effet net négatif de -302 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe, dont l'impact du DVA pour -5 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -51 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -53 millions d'euros, les coûts d'intégration / acquisition de Kas Bank et S3 par CACEIS pour -2 millions d'euros, l'impact du soutien mutualiste lié au Covid-19 pour -163 millions d'euros en résultat net part du groupe des pôles GEA et BPF, et le résultat d'une soultte liée à la gestion actif passif du groupe pour -28 millions d'euros en résultat net part du groupe du pole AHM.

⁹ 98% sur les moratoires échus Retail et Corporate de CACF

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent¹⁰ du Groupe Crédit Agricole** atteint **2 367 millions d'euros**, en forte hausse de +32,6% par rapport au deuxième trimestre 2020. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent, enregistre à lui seul une forte croissance de +11,2% par rapport au deuxième trimestre 2020 et s'établit à 3 779 millions d'euros au deuxième trimestre 2021. Ceci, en tenant compte de la contribution au fonds de résolution unique (FRU) dont la contribution au deuxième trimestre 2021 s'élève à -12 millions d'euros, soit une forte diminution de -89,0% par rapport au deuxième trimestre 2020 dont le FRU s'élevait à -107 millions d'euros. Mais, en vision semestrielle, la variation de la contribution au fonds de résolution unique est de +18,2% avec -664 millions d'euros au premier semestre 2021 contre -562 millions d'euros au premier semestre 2020.

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T2-2021 et au T2-2020

En m€	T2-21 publié	Eléments spécifiques	T2-21 sous- jacent	T2-20 publié	Eléments spécifiques	T2-20 sous- jacent	Δ T2/T2 publié	Δ T2/T2 sous- jacent
Produit net bancaire	9 304	9	9 295	8 096	(441)	8 536	+14,9%	+8,9%
Charges d'exploitation hors FRU	(5 536)	(32)	(5 504)	(5 036)	(5)	(5 031)	+9,9%	+9,4%
FRU	(12)	-	(12)	(107)	-	(107)	(89,0%)	(89,0%)
Résultat brut d'exploitation	3 756	(23)	3 779	2 953	(445)	3 398	+27,2%	+11,2%
Coût du risque de crédit	(470)	(25)	(445)	(1 208)	-	(1 208)	(61,1%)	(63,1%)
Sociétés mises en équivalence	98	5	93	78	-	78	+26,7%	+20,2%
Gains ou pertes sur autres actifs	(35)	(16)	(19)	78	-	78	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	379	378	2	(3)	-	(3)	ns	ns
Résultat avant impôt	3 728	318	3 409	1 898	(445)	2 343	+96,4%	+45,5%
Impôt	(681)	164	(844)	(308)	142	(450)	x 2,2	+87,8%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	11	10	1	(0)	-	(0)	ns	ns
Résultat net	3 058	492	2 566	1 590	(303)	1 893	+92,3%	+35,5%
Intérêts minoritaires	(287)	(89)	(199)	(107)	1	(108)	x 2,7	+83,4%
Résultat net part du Groupe	2 770	403	2 367	1 483	(302)	1 785	+86,8%	+32,6%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	59,5%		59,2%	62,2%		58,9%	-2,7 pp	+0,3 pp

Au deuxième trimestre 2021, le **produit net bancaire sous-jacent** est en hausse de +8,9%, et de 7,7% à périmètre constant¹¹, par rapport au deuxième trimestre 2020, à 9 295 millions d'euros, grâce à une activité soutenue dans tous les métiers et à un effet marché favorable. Le pôle Gestion d'épargne et Assurance affiche un très bon niveau de croissance de ses revenus +17,5% (+263 millions d'euros), grâce à une activité dynamique mais aussi grâce au niveau des marchés qui continuent à bien se porter au deuxième trimestre 2021. Les revenus du pôle Grande Clientèle sont en retrait de -11,8% (-210 millions d'euros) avec une normalisation des revenus en banque de marché dans un contexte de faible volatilité, et une reprise sur les financements structurés et l'activité « international trade and transaction banking ». Pour les Banques de proximité en France, les Caisses régionales enregistrent une hausse des revenus, de +4,1%, soit +137 millions d'euros, par rapport au deuxième trimestre 2020, LCL enregistre une hausse de +8,2% des revenus ce trimestre. Les Services Financiers Spécialisés affichent une reprise dynamique de la production commerciale, le produit net bancaire sous-jacent augmente 8,4% : CA-CF enregistre des revenus en hausse de +5,7% au deuxième trimestre 2021, avec une forte progression de la production commerciale, revenue au niveau du T2-19¹², portée par tous les segments ; CAL&F enregistre une forte croissance de ses revenus de +19,4%, bénéficiant d'un très bon niveau d'activité dépassant les niveaux de 2019. CA Italia enregistre une forte croissance de ses revenus ce trimestre (+35,3% et 12,3% hors effet périmètre Creval¹³), grâce à un fort dynamisme des commissions sur l'épargne gérée et les assurances ; les Banques de Proximité à l'International hors Italie enregistrent une hausse plus modérée de leurs revenus de +0,8% (+2 millions d'euros), grâce à un

¹⁰ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

¹¹ Effets périmètre T2-21/T2-20 +102 m€ et S1-21/S1-20 +89 m€ : Creval, Sabadell AM, Amundi BOC, Fund Channel, CACF NL, CAIWM Brésil et Miami, CAA Via Vita

¹² La production de crédit à la consommation du T2-21 représente 97% de la production du T2-19

¹³ Hors effet périmètre lié à la 1ère consolidation de Creval au T2-21

effet volume, la progression de la marge nette d'intérêts et des commissions, et en comparaison à un deuxième trimestre 2020 dont le PNB était impacté par la baisse des taux directeurs en Egypte, Pologne et Ukraine.

Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors fonds de résolution unique (FRU)** sont en hausse de +9,4% au deuxième trimestre 2021 par rapport au deuxième trimestre 2020, pour s'établir à 5 504 millions d'euros. Tous les pôles affichent une hausse des charges liée à la reprise de l'activité, aux rémunérations variables, et à un effet périmètre¹⁴. Le pôle Banques de proximité affiche une hausse de +9,4% à 3 287 millions d'euros, expliquée notamment par la hausse de l'intéressement et de la participation. Les Services financiers spécialisés affichent une hausse de +5,9% (+18 millions d'euros) en comparaison à un deuxième trimestre 2020 qui était un point bas¹⁵. Les charges augmentent de façon modérée sur la période dans le pôle Grandes clientèles à hauteur de +5,7% (+49 millions d'euros) en lien avec la hausse du provisionnement des rémunérations variables dans la BFI et des projets de développement chez CACEIS ; et dans le pôle Gestion de l'épargne et Assurances à hauteur de 12,6% (+84 millions d'euros), lié aux rémunérations variables en lien avec l'activité et à l'effet périmètre lié à l'intégration de Sabadell AM et à la création de Amundi BOC et Fund Channel (+15 millions d'euros).

Au global, le Groupe affiche une stabilité du **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** à +0,3 point de pourcentage, celui-ci s'établissant à 59,2% sur le deuxième trimestre 2021. La contribution au Fonds de résolution unique atteint 12 millions d'euros ce trimestre, en baisse de -89,0% par rapport au deuxième trimestre 2020.

Le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** affiche donc une hausse de +11,2% à 3 779 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2020.

Le **coût du risque de crédit** est en forte baisse, à -445 millions d'euros (dont -234 millions d'euros de coût du risque sur encours sains (niveau 1 et 2), et -172 millions d'euros de coût du risque de niveau 3) contre -1208 millions d'euros au deuxième trimestre 2020, et -537 millions d'euros au premier trimestre 2021, soit une baisse de -63% par rapport au deuxième trimestre 2020, et de -17% par rapport au premier trimestre 2021. Parmi les facteurs constituant la variation, le provisionnement pour risques avérés (niveau 3) diminue de 78% par rapport au deuxième trimestre 2020, et atteint un niveau historiquement bas à -172 millions d'euros reflétant l'efficacité des mesures de soutien à l'économie. La baisse du coût du risque est particulièrement marquée ce trimestre pour la Banque de financement, en reprise nette de +35 millions d'euros contre une dotation de -312 millions d'euros au deuxième trimestre 2020. La baisse du coût du risque est également notable pour LCL (-62,9% par rapport au deuxième trimestre 2020), pour CACF (-45,6% par rapport au deuxième trimestre 2020), pour CA Italia (-46,1% par rapport au deuxième trimestre 2020) et pour les Caisses Régionales (-37,5% par rapport au deuxième trimestre 2020). La qualité des actifs est bonne : le taux de créances douteuses est stable à 2,3% à fin juin 2021 par rapport au niveau de fin mars 2021, et le taux de couverture¹⁶, élevé, à 85,5%, se renforce encore ce trimestre (+1,1 point de pourcentage par rapport à fin mars 2021), notamment suite à l'intégration du portefeuille de Creval très bien couvert. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (47% des encours bruts au niveau du Groupe) et entreprises (32% des encours bruts au niveau de Groupe). Le stock de provisions atteint 20,3 milliards d'euros à fin juin 2021, dont 35% portent sur les encours sains (niveau 1 & 2). Le stock de provisions est en hausse de +0,6 milliard d'euros par rapport à mars 2021. Le contexte et les incertitudes liées à la conjoncture économique mondiale ont été pris en compte, en intégrant les effets attendus des mesures de soutien. Les niveaux de provisionnement ont été en effet déterminés en tenant compte de **plusieurs scénarios économiques pondérés**, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur les portefeuilles de la banque de proximité et compléments spécifiques sur des clients de secteurs sensibles. Plusieurs scénarios économiques pondérés ont été utilisés pour définir le provisionnement des encours sains. Ils ont été mis à jour depuis la publication du document d'enregistrement universel de 2020, et incluent un

¹⁴ Effets périmètre T2-21/T2-20 +51 m€ et S1-21/S1-20 +33 m€ : Creval, Sabadell AM, Amundi BOC, Fund Channel, CACF NL, CAIWM Brésil, Miami, CAA Via Vita et Bankoia

¹⁵ Normalisation du niveau des charges après un T2-20 marqué par la crise (+2% versus moyenne des charges trimestrielles en 2019 de CACF hors CACF NL)

¹⁶ Taux de provisionnement calculé avec en dénominateur les encours en "stage 3", et au numérateur la somme des provisions enregistrées en "stages" 1, 2 et 3

scénario plus favorable (PIB à +5,9% en France en 2021, +5,3% en 2022) et un scénario moins favorable (PIB à +2,7% en France en 2021 et +3,3% en 2022).

Le **coût du risque sur encours¹⁷ sur quatre trimestres glissants atteint 25 points de base**. Il atteint 18 points de base en vision trimestrielle annualisée¹⁸. Le coût du risque sur les niveaux 1 & 2 s'élève à -234 millions d'euros, contre -424 millions d'euros au deuxième trimestre 2020 et -147 millions d'euros au premier trimestre 2021. Le coût du risque de niveau 3 s'élève à -172 millions d'euros (contre -785 millions d'euros au deuxième trimestre 2020 et -371 millions d'euros au premier trimestre 2021).

Le **résultat avant impôt sous-jacent s'établit à 3 409 millions d'euros**, en hausse de +45,5% par rapport au deuxième trimestre 2020. Outre les variations explicitées ci-dessus, le résultat avant impôt sous-jacent intègre la contribution des sociétés mises en équivalence pour 93 millions d'euros (en hausse de +20,2%) ainsi que le résultat net sur autres actifs qui atteint -19 millions ce trimestre contre +78 millions d'euros au deuxième trimestre 2020. La **charge d'impôt sous-jacente est en hausse de +87,8%** sur la période. Le taux d'impôt sous-jacent ressort à 25,5% en forte hausse par rapport au deuxième trimestre 2020 (19,8%). Au demeurant, le taux d'impôt est toujours peu représentatif en vision trimestrielle. Le résultat net sous-jacent avant déduction des minoritaires est en hausse de +35,5% pour s'établir à 2 566 millions d'euros. Les intérêts minoritaires augmentent de +83,4%, notamment du fait d'un changement en Assurances dans les modalités de comptabilisation des coupons des émissions de dettes subordonnées (RT1), sans impact sur le bénéfice net par action. Enfin, le résultat net part du Groupe sous-jacent, à 2 367 millions d'euros ressort en hausse significative par rapport au deuxième trimestre 2020 (+32,6%).

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au S1-2021 et au S1-2020

En m€	S1-21 publié	Eléments spécifiques	S1-21 sous-jacent	S1-20 publié	Eléments spécifiques	S1-20 sous-jacent	Δ S1/S1 publié	Δ S1/S1 sous-jacent
Produit net bancaire	18 353	(25)	18 378	16 462	(452)	16 914	+11,5%	+8,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(11 041)	(36)	(11 005)	(10 584)	(75)	(10 509)	+4,3%	+4,7%
FRU	(479)	185	(664)	(562)	-	(562)	(14,7%)	+18,2%
Résultat brut d'exploitation	6 834	125	6 709	5 316	(527)	5 843	+28,5%	+14,8%
Coût du risque de crédit	(1 007)	(25)	(982)	(2 137)	-	(2 137)	(52,9%)	(54,1%)
Sociétés mises en équivalence	192	5	187	168	-	168	+14,3%	+11,3%
Gains ou pertes sur autres actifs	(23)	(16)	(7)	84	-	84	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	379	378	2	(3)	-	(3)	ns	ns
Résultat avant impôt	6 376	466	5 909	3 428	(527)	3 955	+86,0%	+49,4%
Impôt	(1 401)	174	(1 576)	(789)	148	(937)	+77,7%	+68,1%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	5	5	0	(1)	-	(1)	ns	ns
Résultat net	4 979	645	4 334	2 638	(379)	3 017	+88,7%	+43,6%
Intérêts minoritaires	(455)	(88)	(367)	(248)	3	(251)	+83,8%	+46,5%
Résultat net part du Groupe	4 524	557	3 967	2 391	(376)	2 767	+89,2%	+43,4%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	60,2%		59,9%	64,3%		62,1%	-4,1 pp	-2,3 pp

Sur l'ensemble du premier semestre 2021, le résultat net part du Groupe publié est de 4 524 millions d'euros, contre 2 391 millions d'euros au premier semestre 2020, soit une hausse de +89,2%.

Les **éléments spécifiques pour le premier semestre 2021** ont eu un effet positif de **+557 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe publié. S'ajoutant aux éléments du deuxième trimestre déjà mentionnés *supra*, les éléments du premier trimestre 2021 avaient eu un impact positif de +154 millions d'euros et correspondaient également aux éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour +6 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour -5 millions d'euros et les variations de la

¹⁷ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

¹⁸ Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre

provision Epargne Logement pour -25 millions d'euros ainsi que le trop versé des contributions au titre du FRU sur les exercices à 2016 à 2020 pour +185 millions d'euros, les coûts d'intégration de Kas Bank et S3 par CACEIS pour -2 millions d'euros et les pertes sur les activités de gestion de fortune à Miami et au Brésil en cours de cession pour -5 millions d'euros au sein du métier Gestion de fortune. Les **éléments spécifiques du premier semestre 2020** avaient eu un impact de -376 millions d'euros sur le **résultat net part du Groupe**. Par rapport à ceux du deuxième trimestre 2020 déjà mentionnés *supra*, ils ont eu un impact de -73 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe au premier trimestre 2020, soit les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour -14 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour +83 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour -78 millions d'euros, les coûts d'intégration/ acquisition de Kas Bank et S3 par CACEIS pour -2 millions d'euros, ainsi que l'impact des dons solidaires liés au Covid-19 pour -62 millions d'euros.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** ressort à **3 967 millions d'euros**, en hausse de **+43,4%** par rapport au premier semestre 2020.

Le **produit net bancaire sous-jacent** augmente de **+8,7%** par rapport au premier semestre 2020, grâce à une forte croissance des revenus du pôle Gestion de l'épargne et assurance (+18,0%), du fait des conditions de marché très favorables qui ont notamment permis la constatation de commissions de surperformance exceptionnelles sur le semestre (+ 266 millions d'euros) et de l'évolution des mix produits en assurance, une forte croissance des banques de proximité (+7,4% par rapport au premier semestre 2020) portée par la marge nette d'intérêt et les commissions tant en France qu'à l'international, la reprise de l'activité en Services financiers spécialisés avec des revenus en hausse de +3,8% tandis que les revenus en Grandes clientèles sont quasi stables (-1,0% par rapport au premier semestre 2020) et que le pôle Activité hors métiers progresse de +225 millions d'euros par rapport au premier semestre 2020, reflet des conditions de marchés ainsi que du résultat des autres métiers, notamment CACIF.

Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU sont en croissance de 4,7% par rapport au premier semestre 2020, moindre que la progression des revenus sur la période avec un effet ciseau de 3,9 points. Le coefficient d'exploitation hors FRU sur le semestre s'établit ainsi à 59,9% en baisse de 2,3 points de pourcentage par rapport à celui du premier semestre 2020. Le FRU sur le semestre s'élève à 664 millions d'euros, en hausse de 18,2% par rapport au premier semestre 2020. A noter que la restitution d'un trop versé sur l'exercice 2016-2020 a été comptabilisée en éléments spécifiques au premier trimestre 2020. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent atteint ainsi 6 709 millions d'euros, en hausse de +14,8% par rapport au premier semestre 2020.

Enfin, le **coût du risque** affiche une baisse significative (-54,1%/-1 155 millions d'euros, à -982 millions d'euros contre -2 137 millions d'euros au premier semestre 2020).

Caisses régionales

La croissance de l'activité des **Caisses régionales** est très soutenue sur le deuxième trimestre 2021. Elles enregistrent ainsi une conquête brute de + 647 000 clients depuis le début de l'année. L'intensité relationnelle continue de progresser, avec 59,6% des clients équipés de 4 à 5 univers de services bancaires¹⁹, en progression de +0,6 points de pourcentage par rapport à juin 2020. Le stock de cartes est en progression de +2,6% sur un an et le taux d'utilisation des applications mobiles²⁰ atteint 68,6%, en progression de +3,2 points de pourcentage par rapport à fin juin 2020 et +7,5 points de pourcentage par rapport à juin 2019.

Les réalisations de crédits, témoins d'une dynamique commerciale soutenue, diminuent de -11,2% par rapport à fin juin 2020, mais sont supérieures au niveau de fin juin 2019 (+17,8%), notamment sur l'habitat (+22%) dont les parts de marché

¹⁹ 5 univers de services bancaires : comptes dépôts, épargne, crédits, assurances et cartes

²⁰ Nombre de clients partenaires ayant un profil actif sur Ma Banque ou ayant visité CAEL (Crédit Agricole en ligne) dans le mois / nombre de clients majeurs possédant un DAV actif

progressent, et sur le crédit à la consommation (+6%). Les encours de crédit atteignent 579,1 milliards d'euros à fin juin 2021, en hausse sur l'année (+6,6%, dont +7,4% sur l'habitat et +5,5% sur les marchés spécialisés²¹).

Les encours de collecte globale retrouvent progressivement leur niveau d'avant crise, et sont plus équilibrés entre bilan et hors bilan. Ils sont en hausse de +7,3% sur l'année et atteignent 816 milliards d'euros à fin juin 2021. Dans ce contexte, les encours de collecte bilan atteignent 535 milliards d'euros à fin juin 2021, en progression de +7,9% par rapport à fin juin 2020 et de +1,5% par rapport à fin mars 2021. Les encours de collecte hors-bilan atteignent 281 milliards d'euros à fin juin 2021, en croissance de +6,1% sur l'année : ils bénéficient notamment d'une croissance des encours de valeurs mobilières de +13,9% sur an grâce à la hausse des marchés boursiers ; les encours d'assurance-vie progressent de +3,5% sur l'année, notamment en contrats UC qui augmentent de +20% sur un an. Enfin, la production brute en assurance vie est près de deux fois supérieure à celle du deuxième trimestre 2020, marqué par la crise.

Au deuxième trimestre 2021, le **produit net bancaire** sous-jacent des Caisses régionales atteint 3 453 millions d'euros, en hausse de +4,1% par rapport au deuxième trimestre 2020. Celle-ci s'explique par la hausse de la MNI, soutenue par de bonnes conditions de refinancement, ainsi que par celle des commissions, portée notamment par les commissions en assurances et celles sur la gestion de comptes / moyens de paiement. Les **charges d'exploitation hors FRU**, à 2 236 millions d'euros progressent de +10,5% sur la période par rapport au deuxième trimestre 2020, essentiellement en raison de la hausse des charges de personnel (notamment l'intéressement et participation). La contribution au FRU atteint ce trimestre 1 million d'euros, en baisse de -98,2% par rapport au deuxième trimestre 2020. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent ressort en légère baisse de -3,8% par rapport au deuxième trimestre 2020. Le **coût du risque** s'élève à -186 millions d'euros, en forte baisse (-37,5%) par rapport au deuxième trimestre 2020, qui intégrait des provisions importantes sur encours sains (*Stages 1&2*) liées à la crise sanitaire pour un montant 177 millions d'euros ; au deuxième trimestre 2021, le coût du risque sur *Stages 1&2* atteint 214 millions d'euros. Le coût du risque sur encours atteint 14 points de base sur quatre trimestres glissant et 13 points de base en trimestre annualisé sur le deuxième trimestre 2021, le taux de créances douteuse s'affiche à 1,7% (stable par rapport à fin mars 2021) et le stock de provisions est à 10,0 milliards d'euros (stable par rapport à fin mars 2021). Il en résulte un taux de couverture élevé, à 102,3% à fin juin 2021 (+1,1 point de pourcentage par rapport à fin mars 2021), en légère hausse par rapport à fin mars 2021 (101,2%). La contribution des Caisses régionales au **résultats net part du Groupe sous-jacent** du Groupe atteint ainsi 741 millions d'euros, en hausse +11,7% par rapport au deuxième trimestre 2020.

Le **produit net bancaire** sous-jacent progresse de +7,0% au premier semestre 2021 par rapport au premier semestre 2020, grâce notamment à des effets de marché positifs, des conditions de refinancement favorables ainsi qu'un niveau global des commissions en hausse. Les charges d'exploitation hors FRU progressent de +5,3% liée essentiellement à l'impact de l'intéressement et de la participation et le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est en hausse de +9,8% ce semestre grâce à la forte progression du premier trimestre 2021 de +29,2% permettant de résorber la légère baisse de -3,8% du deuxième trimestre 2021. Le **coefficient d'exploitation** sous-jacent s'améliore de 1,0 point de pourcentage. Enfin, avec un **coût du risque** sous-jacent en baisse (-43,9%) sur le semestre, résultat de fortes baisses au premier trimestre (-50,1%) et au deuxième trimestre (-37,5%), comparé à un premier semestre 2020, qui intégrait des provisions importantes sur encours sains (*Stages 1&2*) liées à la crise sanitaire. Tout cela permet d'afficher une contribution des Caisses régionales au **RNPG** sous-jacent du Groupe de 1 396 millions d'euros, en progression de +41,8% ce semestre par rapport au premier semestre 2020.

La performance des autres métiers du Groupe Crédit Agricole est détaillée dans la partie Crédit Agricole S.A. de ce communiqué.

²¹ Marchés spécialisés : agriculteurs, professionnels, entreprises et collectivités publiques

Le Groupe s'engage pour une économie bas carbone et pour l'inclusion des jeunes

Le Groupe Crédit Agricole s'engage résolument pour une économie bas carbone. Il adhère aux initiatives « Net Zero » sur la décarbonation à horizon 2050 (Net Zero Banking Alliance pour Crédit Agricole, et Net Zero Asset Managers Initiative pour Amundi). Le Groupe Crédit Agricole s'engage également pleinement en faveur de l'inclusion des jeunes. Un plan de 25 millions d'euros a ainsi été annoncé pour l'emploi, la solidarité et l'accompagnement financier des jeunes. Des services extra-bancaires pour les jeunes ont été également développés, notamment avec la plateforme Youzful, qui vise à les aider dans leur orientation et leur emploi.

La force du Groupe est d'intégrer pleinement sa stratégie ESG dans l'activité et le *business model* de ses métiers. Ainsi, les métiers ont étoffé leurs gammes de produits responsables pour les clients : l'intégralité des fonds ouverts chez Amundi ont désormais un score ESG supérieur à leur univers de placement²², et 31 milliards d'euros d'actifs sous gestion sont dédiés à des solutions thématiques environnement²³, Crédit Agricole Assurance a étoffé son offre d'Unité de Comptes Immobilières²⁴, CACF a développé des partenariats de financement vert pour la mobilité électrique avec Fnac Darty et FCA Bank. Les métiers œuvrent également pour accompagner leurs clients dans la transition énergétique : LCL a ainsi développé l'offre Smart Business Entreprise, programme dédié à l'accompagnement des clients professionnels et petites entreprises dans l'identification de leurs enjeux de transformation (business, digitale et environnementale) et la conception de solution ad hoc, Amundi et CACIB ont par ailleurs conjointement mis en place un outil de dialogue commercial avec leurs clients, une note de transition unique, qui s'applique déjà à 8 000 clients Entreprises. Enfin, CACIB a développé une offre de conseil en émission d'obligations vertes.

Ainsi, par son projet ambitieux et intégré, le Groupe Crédit Agricole se présente comme un acteur ESG de premier plan : numéro 1 en Europe de l'investissement responsable²⁵, et numéro 1 en France en financement des énergies renouvelables. Ainsi, le portefeuille de liquidité du Groupe comporte 11 Mds€ de titres socialement responsables, et le Groupe dépasse l'objectif de 6 milliards d'euros fixé par le Plan Moyen Terme. Par ailleurs, CACIB a arrangé 24 milliards de dollars à fin juin 2021 d'émissions d'obligations vertes, sociales et durables.

²² Conformément à l'objectif de Plan Moyen Terme

²³ Dépassant l'objectif du Plan Moyen Terme fixé à 20 milliards d'euros pour 2021

²⁴ SCPI, OPCI et SCI ISR ou solidaires

²⁵ Classement Extel/Institutional Investors : 1st place in the SRI & Sustainability ranking 2019. Notamment

Crédit Agricole S.A.

Activité commerciale dynamique, reflet de la reprise économique

- Dynamisme de la collecte nette MLT hors JV de +21,7 Mds, tirée par la gestion active (+18,9 Mds€), et de la collecte nette assurances (+1,6 Mds€, tiré par les UC : +1,7 Mds€), poursuite de la dynamique de l'activité en assurance-dommages (+10,0% T2/T2) et en protection des personnes (+23% T2/T2)
- Positions de leader maintenues en banque de financement et d'investissement : crédits syndiqués (#1 France, #4 EMEA), financement de projets (#1 EMEA), obligations (#1 France corporate bonds) ; bonne performance commerciale de l'ensemble des métiers de financement, ralentissement des activités de marché dans un contexte de faible volatilité.
- Excellente reprise de la production commerciale chez CACF (+63% T2/T2) et chez CALF
- Reprise de la production de crédits chez LCL (+33,4% T2/T2), croissance des encours de crédit (+4,4% juin/juin) et de collecte (+6,3% juin/juin)

Résultat net part du Groupe sous-jacent en forte hausse, de +46,0% par rapport au T2-20, et progression de 30% par rapport au niveau pré-crise

- Résultat publié x2,1 T2/T2 incluant +354 m€ de spécifiques (dont +925 m€ badwill brut Creval)
- Revenus sous-jacents en hausse (+12,4% T2/T2, +10,2% à périmètre constant), grâce à une activité dynamique dans tous les métiers et à un effet marché favorable en gestion d'épargne et assurances ; forte résilience des revenus depuis 5 ans et 74% de PNB récurrent
- Hausse des charges (+8,3% T2/T2, 6,3% à périmètre constant, 3,6% T2/T2-19 à périmètre constant) liée à la reprise de l'activité et aux rémunérations variables. Poursuite de l'amélioration de l'efficacité opérationnelle : coefficient d'exploitation à 55,3% (-2,1 pp T2/T2), effet ciseaux positif (+4,2pp T2/T2-20, +6,3 pp T2/T2-19)
- Forte hausse du résultat brut d'exploitation (+21,9% T2/T2-20, +21,3% T2/T2-19)
- Taux de créances douteuses stable T1/T2, poursuite de la hausse du taux de couverture. Coût du risque à 41 pb sur 4 trimestres glissants, coût du risque avéré historiquement bas.
- ROTE sous-jacent à 13,6%²⁶ au S1-21, bien supérieur d'au moins 2,6 pp, depuis 18 trimestres, à la moyenne des 10 grandes banques européennes publiant leur ROTE

Position de capital très solide

- CET1 CASA 12,6%, 4,7 pp au-dessus du SREP, -0,1 pp T2/T1, dont +44 pb liés au résultat publié (hors badwill Creval, impact prévu fin 2021) et +21 pb de provision sur dividendes (0,39€ au S1) sur la base d'une politique de 50% de distribution.
- Demande d'autorisation déposée à la BCE pour un nouveau share buy-back pouvant aller jusqu'à 500 m€ au T4-21, conformément à l'annonce faite en février 2021. A l'issue de cette deuxième opération²⁷, le bénéfice par action aura été accru d'environ 1% et l'actif net tangible par action aura été plus que reconstitué.

Poursuite de deux opérations créatrices de valeur en Europe :

Après l'entrée en négociation exclusive d'Amundi avec Société Générale en vue de l'acquisition de Lyxor pour un prix en numéraire de 825 millions d'euros (soit 755 millions d'euros hors capital excédentaire), un contrat cadre a été signé le 11 juin 2021. La finalisation de cette transaction est attendue au plus tard en février 2022, sous réserve d'obtention préalable des autorisations des autorités compétentes. Avec cette opération, Amundi accélérera sa trajectoire de développement sur le marché en forte croissance des ETF, tout en complétant son offre dans la gestion active, en particulier en actifs alternatifs liquides et en solutions d'advisory.

Le 23 novembre 2020, Crédit Agricole Italia, a lancé une offre publique d'achat volontaire entièrement en numéraire pour la totalité des actions ordinaires de Credito Valtellinese, pour renforcer son positionnement concurrentiel en Italie, le second marché domestique du Groupe, et confirmant un engagement continu et de longue date en faveur de ses clients et territoires en Italie. A l'issue de l'offre publique de retrait, réglée le 28 mai 2021, une offre publique de retrait obligatoire est intervenue le 4 juin 2021 permettant à Crédit Agricole Italia de détenir au 30 juin 2021 100% des actions Credito Valtellinese, pour un prix total de 862 millions d'euros. Deux mois de résultats de Creval sont donc consolidés dans les comptes de Crédit Agricole Italia ce trimestre.

²⁶ ROTE sous-jacent calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent annualisé et de charges IFRIC linéarisées sur l'année

²⁷ Et à la suite du débouclage de la totalité du dispositif SWITCH qui interviendra d'ici 2022

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 6 mai 2021, a examiné les comptes du deuxième trimestre 2021.

Résultats

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T2-2021 et au T2-2020

En m€	T2-21 publié	Eléments spécifiques	T2-21 sous- jacent	T2-20 publié	Eléments spécifiques	T2-20 sous- jacent	Δ T2/T2 publié	Δ T2/T2 sous- jacent
Produit net bancaire	5 819	(10)	5 829	4 897	(288)	5 185	+18,8%	+12,4%
Charges d'exploitation hors FRU	(3 253)	(32)	(3 221)	(2 980)	(5)	(2 976)	+9,2%	+8,3%
FRU	(11)	-	(11)	(79)	-	(79)	(85,6%)	(85,6%)
Résultat brut d'exploitation	2 554	(42)	2 596	1 838	(293)	2 130	+39,0%	+21,9%
Coût du risque de crédit	(279)	(25)	(254)	(842)	65	(908)	(66,8%)	(72,0%)
Sociétés mises en équivalence	101	5	96	88	-	88	+14,8%	+9,2%
Gains ou pertes sur autres actifs	(37)	(16)	(21)	82	-	82	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	378	378	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	2 717	300	2 417	1 166	(227)	1 393	x 2,3	+73,5%
Impôt	(397)	169	(566)	(86)	72	(158)	x 4,6	x 3,6
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	11	10	1	(0)	-	(0)	ns	ns
Résultat net	2 331	478	1 852	1 080	(155)	1 235	x 2,2	+50,0%
Intérêts minoritaires	(363)	(126)	(237)	(126)	2	(129)	x 2,9	+84,4%
Résultat net part du Groupe	1 968	353	1 615	954	(153)	1 107	x 2,1	+46,0%
Bénéfice par action (€)	0,60	0,12	0,48	0,31	(0,05)	0,36	+97,1%	+34,6%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	55,9%		55,3%	60,9%		57,4%	-5,0 pp	-2,1 pp
Résultat net part du groupe hors FRU	1 976	223	1 753	1 020	(153)	1 173	+93,7%	+49,5%

Au deuxième trimestre 2021, le résultat net part du Groupe publié de Crédit Agricole S.A. ressort à **1 968 millions d'euros**, soit une multiplication par 2,1 par rapport aux 954 millions d'euros du deuxième trimestre 2020.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre comprennent les éléments de volatilité comptable récurrents en produit net bancaire, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour -5 millions d'euros en résultat net part du Groupe, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour -6 millions d'euros en résultat net part du Groupe, la provision Epargne logement pour +5 millions d'euros en résultat net part du Groupe. A ces éléments récurrents, s'ajoutent les éléments suivant. Suite à l'acquisition de Creval par Crédit Agricole Italia, Creval est consolidé pour la première fois depuis le 30 avril. Sont inclus dans les éléments spécifiques l'enregistrement d'un badwill brut de +925 millions d'euros, sur lequel est imputée une première estimation, avant le « Purchase price allocation » définitif prévue d'ici la fin de l'année 2021, de provisions de -547 millions d'euros, incluant environ 300 millions d'euros liés à la revalorisation des portefeuilles de crédit, environ 70 millions d'euros liés aux dossiers contentieux et litiges, environ 30 millions d'euros liés au coût de refinancement, et environ 100 millions d'euros liés aux revalorisations des risques sur les portefeuilles immobilier et de titres, hors DTA. Ce badwill net provisoire de +378 millions d'euros, à 100% sur Crédit Agricole Italia, se traduit en résultat net part du Groupe par un impact de +285 millions d'euros. Outre ce badwill net sont comptabilisés en éléments spécifiques des frais d'acquisition de Creval (impact de -8 millions d'euros en résultat net part du Groupe) ainsi qu'un provisionnement complémentaire des encours sains des créances Creval (impact de -19 millions d'euros en résultat net part du Groupe). Par ailleurs, sont enregistrés ce trimestre en éléments spécifiques des gains « Affrancamento » liés à des dispositions fiscales exceptionnelles en Italie pour la

revalorisation extra-comptable des écarts d'acquisition et leur amortissement pour 111 millions d'euros en résultat net part du groupe dans les pôles BPI, dont le gain est enregistré en impôt pour 38 millions d'euros avec un impact en résultat net part du Groupe de 28 millions d'euros, GEA, dont le gain est enregistré en impôt pour 114 millions d'euros avec un impact en résultat net part du Groupe de 78 millions d'euros, et SFS, dont le gain est enregistré en mise en équivalence pour 5 millions d'euros avec un impact en résultat net part du Groupe du même montant. Les coûts de transformation liés au projet Réseau LCL Nouvelle génération de regroupement d'agences chez LCL pour -13 millions d'euros en charges et -9 millions d'euros en Résultat net part du Groupe, et au projet Turbo, plan de transformation et d'évolution de CACEIS pour -16 millions d'euros en charges et -8 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Ainsi que les résultats sur les activités de gestion de fortune à Miami et au Brésil en cours de cession pour +7 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Au deuxième trimestre 2020, les éléments spécifiques avaient eu un effet net négatif de 153 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe, dont l'impact du DVA pour -5 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -50 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -14 millions d'euros, les coûts d'intégration / acquisition de Kas Bank et S3 par CACEIS pour -2 millions d'euros, et le résultat d'une soultte liée à la gestion actif passif du groupe pour -28 millions d'euros en résultat net part du groupe du pôle AHM.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent**²⁸ atteint **1 615 millions d'euros**, en forte hausse de +46,0% par rapport au deuxième trimestre 2020, grâce notamment à une activité soutenue dans tous les métiers, dans un contexte de reprise économique, à des effets marché très favorables, à une amélioration de l'efficacité opérationnelle, et à une baisse du coût du risque.

Au deuxième trimestre 2021, les **revenus sous-jacents** ont atteint 5 829 millions d'euros, et sont en hausse de +12,4% par rapport au deuxième trimestre 2020, et de 10,3% à périmètre constant²⁹, ainsi que de 12,6% par rapport au deuxième trimestre 2019 (10,5% à périmètre constant)

Les revenus du pôle Gestion de l'épargne et Assurances (+17,6% par rapport au deuxième trimestre 2020)³⁰ profitent du niveau record des commissions de surperformance en gestion d'actifs, d'une activité dynamique en assurances des biens et des personnes, et de conditions de marché favorables. Les revenus en Grande Clientèle sont en retrait (-11,8% par rapport au deuxième trimestre 2020), dans un contexte de moindre volatilité des marchés, malgré la hausse des revenus sur les financements structurés et l'activité « international trade and transaction banking ». Au sein du pôle Services Financiers Spécialisés, les revenus sont en forte hausse (+8,4% par rapport au deuxième trimestre 2020), reflétant l'excellente reprise de l'activité aussi bien en crédit à la consommation qu'en crédit-bail et qu'en affacturage. Les revenus de banque de proximité progressent par rapport au deuxième trimestre 2020 (+15,5%), et de +8,9% à périmètre constant hors impact de la consolidation de Creval chez Crédit Agricole Italia ce trimestre, grâce à une activité dynamique sur l'habitat et les professionnels chez LCL et à une production commerciale dynamique chez Crédit Agricole Italia, aux conditions de refinancement toujours favorables, et à la bonne tenue des commissions. Le pôle Activité hors métier connaît une croissance de +308 millions d'euros de ses revenus par rapport au deuxième trimestre 2020, bénéficiant pour sa part d'effets de base liés aux éliminations intragroupe en lien avec le resserrement des spreads sur les éléments volatils (+180 millions d'euros) et d'une bonne activité des métiers du pôle notamment CACIF et CAPS.

Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU sont en hausse (+8,3% comparé au deuxième trimestre 2020) s'établissant à 3 221 millions d'euros au deuxième trimestre 2021. A périmètre constant³⁰ cette hausse est ramenée à +6,3% par rapport à 2020 et à 3,6% à périmètre constant³⁰ par rapport au deuxième trimestre 2019 pre-crise. Le FRU ce trimestre s'élève à 11 millions d'euros, en baisse significative (-85,6%) par rapport à l'année 2020 qui avait constaté un fort ajustement de cette charge au second trimestre. Hors différence de période de prise en compte, on constate cependant sur le premier semestre une hausse de 18,9% de la charge liée au FRU

²⁸ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

²⁹ Effets périmètre T2-21/T2-20 +113 m€ et S1-21/S1-20 +110 m€ : Creval, Sabadell AM, Amundi BOC, Fund Channel, CACF NL, CAIWM Brésil et Miami, CAA Via Vita, effets périmètre T2-21/T2-19 +109 m€ et S1-21/S1-19 +141 m€ : Creval, Sabadell AM, Amundi BOC, Fund Channel, CACF NL, CAIWM Brésil et Miami, CAA Via Vita, Kas Bank; S3, CA Roumanie ; à périmètre constant S1-21/S1-20 +8,8%, T2-21/T2-19 +10,5% et S1-21/S1-19 +11,1%

³⁰ Effets Périmètres T2-21/T2-20 +59 m€ et S1-21/S1-20 +47 m€ : Creval, Sabadell AM, Amundi BOC, Fund Channel, CACF NL, CAIWM Brésil et Miami, CAA Via Vita, effets périmètre T2-21/T2-19 +81 m€ et S1-21/S1-19 +99 m€ : Creval, Sabadell AM, Amundi BOC, Fund Channel, CACF NL, CAIWM Brésil et Miami, CAA Via Vita, Kas Bank; S3, CA Roumanie ; à périmètre constant S1-21/S1-20 +3,2%, T2-21/T2-19 +3,6% et S1-21/S1-19 +2,9%

par rapport au premier semestre 2020. Le coefficient d'exploitation hors FRU s'établit ainsi à 55,3%, en amélioration de 2,1 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2020. L'effet ciseaux est par ailleurs positif ce trimestre, à +4,2 points de pourcentage et +6,3 points par rapport au deuxième trimestre 2019. Sur 5 ans, l'effet ciseau positif s'élève ainsi à +9,9 points de pourcentage. Au sein du pôle Gestion de l'épargne et Assurances, les charges d'exploitation hors FRU sont en hausse de +12,6% (+11,7% à périmètre constant), en lien avec la hausse des charges en gestion d'actifs (+22,1% par rapport au deuxième trimestre 2020, +17,6% à périmètre constant²⁹) en lien avec la hausse des rémunérations variables et dans le métiers assurances (+8,0% par rapport au deuxième trimestre 2020) en lien avec la hausse des impôts et taxes en (hausse de +3,8% hors impôts et taxes par rapport au deuxième trimestre 2020). Sur le pôle Grande Clientèle, les charges d'exploitation hors FRU sont en hausse de +5,7% comparé au deuxième trimestre 2020, du fait d'investissements dans les projets informatiques et de provisions pour rémunérations variables en Banque de financement et d'investissement. Pour les Services financiers aux institutionnels, l'évolution des charges (+5,3% par rapport au deuxième trimestre 2020), est liée à la hausse de l'activité. Le pôle Services Financiers spécialisés voit ses charges augmenter de +5,9% par rapport au deuxième trimestre 2020, point bas lié à la crise. La banque de proximité présente des charges d'exploitation hors FRU en hausse de +7,8% par rapport au deuxième trimestre 2020, avec la consolidation ce trimestre de deux mois de charges de Creval. Hors cet effet périmètre, les charges sont en hausse limitée de +1,1% dans le pôle, en évolution contenue chez LCL (+2,2% par rapport au deuxième trimestre 2020) et en baisse chez Crédit Agricole Italia (-1,2% à périmètre constant par rapport au deuxième trimestre 2020). Les charges du pôle activité hors métiers sont en hausse de 20 millions d'euros comparé à un deuxième trimestre 2020 bas.

Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est ainsi très dynamique au deuxième trimestre 2021. Il est en hausse de +21,9% pour atteindre 2 596 millions d'euros (+21,3% par rapport au deuxième trimestre 2019). Par métier, les résultats brut d'exploitation sont en croissance par rapport au deuxième trimestre 2020 pour le pôle Gestion de l'épargne et assurance (+21,4% ; +29,3% par rapport au deuxième trimestre 2019), Services Financiers spécialisés (+11,4% ; -7,2% par rapport au deuxième trimestre 2019) et la Banque de proximité en France et à l'international (+31,0% ; +15,7% par rapport au deuxième trimestre 2019) et en Activité hors métiers (+292 millions d'euros ; +174 millions par rapport au deuxième trimestre 2019), le pôle Grande clientèle constatant une baisse à (-22,7% ; -2,1% par rapport au deuxième trimestre 2019).

Au 30 juin 2021, les indicateurs de risque confirment **la qualité des actifs de Crédit Agricole S.A. et du niveau de couverture de ses risques**. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (28% des encours bruts) et entreprises (44% des encours bruts de Crédit Agricole SA). Le taux de créances douteuses demeure toujours bas à 3,2% (stable par rapport à fin mars 2021) et le taux de couverture³¹, élevé, à 73,6%, est en hausse de +1,1 point de pourcentage sur le trimestre. **Le stock total de provisions** s'établit à 10,3 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A., en hausse de 0,6 milliards d'euros par rapport à fin mars 2021. Sur ce stock de provisions, 26% sont liés au provisionnement des encours sains. Les niveaux de **provisionnement des encours sains** ont été déterminés en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur les portefeuilles de la banque de proximité et compléments spécifiques sur des clients de secteurs sensibles. Plusieurs scénarios économiques pondérés ont été utilisés pour définir le provisionnement des encours sains. Ils ont été mis à jour depuis la publication du document d'enregistrement universel de 2020, et incluent un scénario plus favorable (PIB à +5,9% en France en 2021, +5,3% en 2022) et un scénario moins favorable (PIB à +2,7% en France en 2021 et +3,3% en 2022). Le premier scénario, dit central, a été pondéré à 60 % pour le calcul des ECL IFRS9 du T2 2021. À titre d'exemple, la baisse de 10 points de la pondération du premier scénario dans les calculs au T2 2021 au profit du second scénario, plus défavorable, entraînerait une hausse du stock d'ECL au titre du forward looking central de l'ordre de 0,5 % pour Crédit Agricole S.A. Toutefois, une telle évolution de pondération n'aurait pas nécessairement d'incidence significative en raison d'ajustements au titre du forward looking local qui pourrait en atténuer l'effet.

³¹ Taux de provisionnement calculé avec en dénominateur les encours en "stage 3", et au numérateur la somme des provisions enregistrées en "stages" 1, 2 et 3

Le **coût du risque** affiche une forte baisse (-72%/-653 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2020, à -254 millions d'euros contre -908 millions d'euros au deuxième trimestre 2020 et -384 millions d'euros au premier trimestre 2021). La charge de -254 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2021 se décompose en un provisionnement des encours sains (niveau 1&2) pour -17 millions d'euros (contre une dotation de -236 millions d'euros au deuxième trimestre 2020 et une dotation de -90 millions d'euros au premier trimestre 2021) et un provisionnement des risques avérés (niveau 3) pour -199 millions d'euros (contre -667 millions d'euros au deuxième trimestre 2020 et -283 millions d'euros au premier trimestre 2021). Au deuxième trimestre 2021, le coût du risque sur encours sur quatre trimestres glissants³² atteint 41 points de base et 24 points de base en vision trimestrielle annualisée³³. La baisse du coût du risque est particulièrement marquée pour la Banque de financement en reprise, où le coût du risque est en reprise, à hauteur de +35 millions d'euros au deuxième trimestre 2021, contre une dotation de -312 millions d'euros au deuxième trimestre 2020, le coût du risque sur encours sur quatre trimestres glissants³² s'établit ainsi à 34 points de base. La baisse est également notable sur l'ensemble des autres métiers ; LCL affiche un coût du risque à -43 millions d'euros (-62,9% par rapport au deuxième trimestre 2020) et un coût du risque sur encours³² à 21 points de base au deuxième trimestre 2021 (12 points de base en vision trimestrielle annualisée³³) ; CA Italia enregistre un coût du risque de -79 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2021 (-46,1% par rapport au deuxième trimestre 2020), avec un coût du risque sur encours³² atteignant 74 points de base au deuxième trimestre 2021 (65 points de base en vision trimestrielle annualisée³³) ; le coût du risque de CACF diminue de -45,5% par rapport au deuxième trimestre 2021 à -119 millions d'euro, le coût du risque sur encours³² ressort à 141 points de base sur le deuxième trimestre 2021 (et 140 points de base en vision trimestrielle annualisée³³). La qualité des actifs reste bonne avec un taux de CDL pour Crédit Agricole SA de 3,2% stable depuis le mois de mars 2021 et un taux de couverture de 74,1%, en hausse de 2,1 points de pourcentage notamment suite à l'intégration du portefeuille Creval. Par métier, cette tendance se confirme : le banque de financement présente un taux de CDL de 3,1%, en baisse (- 0,6 point de pourcentage comparé à mars 2021) et un taux de couverture stable à 67,0% (-0,2 point de pourcentage comparé à mars 2021), CACF affiche un taux de CDL de 6,3 %, en baisse de 0,3 point de pourcentage comparé à mars 2021 et un taux de couverture de 81,6% en hausse de 2,2 points de pourcentage comparé à mars 2021, CA Italia présente un taux de CDL de 6,2% en juin 2021, comme en mars 2021, et un taux de couverture de 70,3% en hausse de 8,2 points de pourcentage comparé à mars 2021 notamment suite à l'intégration du portefeuille de Creval très bien couvert, LCL dispose d'un taux de CDL à 1,6% stable et bas (+0,1 point de pourcentage comparé à mars 2021) et un taux de couverture élevé, 81,7%, en normalisation (-4,3 points de pourcentage comparé à mars 2021).

La contribution en sous-jacent des **sociétés mises en équivalence** ressort à 96 millions d'euros en hausse de **+9,2%** par rapport au deuxième trimestre 2020, reflet de la bonne activité des entités en crédit à la consommation (82 millions d'euros en hausse de +36,1% par rapport au deuxième trimestre 2020) et en asset management (21 millions d'euros en hausse de +36,1% par rapport au deuxième trimestre 2020).

Le **résultat net sur autres actifs** s'établit à -21 millions d'euros au deuxième trimestre 2021, contre 82 millions d'euros au deuxième trimestre 2020, lié principalement (-37 millions d'euros) à la déconsolidation de la filiale algérienne de Crédit Agricole CIB.

Le **résultat sous-jacent**³⁴ **avant impôt**, activités cédées et minoritaires ressort ainsi en hausse de **+73,5%**, à 2 417 millions d'euros. Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** s'établit à **24,4%** (+12,3 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2020) et la charge d'impôt sous-jacente est ainsi multipliée par 3,6 et s'établit à -566 millions d'euros. Le **résultat net avant minoritaires affiche donc une hausse de +50,0%**.

Les intérêts minoritaires s'établissent à -237 millions d'euros deuxième trimestre 2021, en hausse de +84,4% en lien avec les résultats des métiers et du fait d'un changement au troisième trimestre 2020 dans les modalités

³² Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

³³ Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre

³⁴ Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

de comptabilisation des coupons des émissions en Assurances de dettes subordonnées (RT1), sans impact sur le bénéfice net par action.

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est en forte hausse de +46,0% par rapport au deuxième trimestre 2020 à **1 615 millions d'euros**.

Le **bénéfice par action sous-jacent** sur le deuxième trimestre 2021 atteint **0,48 €**, il est en hausse de **+34,6%** par rapport au deuxième trimestre 2020.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au S1-2021 et au S1-2020

En m€	S1-21 publié	Eléments spécifiques	S1-21 sous- jacent	S1-20 publié	Eléments spécifiques	S1-20 sous- jacent	Δ S1/S1 publié	Δ S1/S1 sous- jacent
Produit net bancaire	11 312	(25)	11 337	10 097	(225)	10 322	+12,0%	+9,8%
Charges d'exploitation hors FRU	(6 450)	(36)	(6 414)	(6 235)	(65)	(6 170)	+3,4%	+4,0%
FRU	(392)	130	(522)	(439)	-	(439)	(10,7%)	+18,9%
Résultat brut d'exploitation	4 470	69	4 401	3 423	(290)	3 713	+30,6%	+18,5%
Coût du risque de crédit	(663)	(25)	(638)	(1 463)	65	(1 529)	(54,7%)	(58,2%)
Sociétés mises en équivalence	188	5	183	178	-	178	+5,6%	+2,8%
Gains ou pertes sur autres actifs	(34)	(16)	(18)	87	-	87	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	378	378	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	4 339	411	3 928	2 226	(224)	2 450	+94,9%	+60,3%
Impôt	(775)	174	(949)	(347)	55	(401)	x 2,2	x 2,4
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	5	5	0	(1)	-	(1)	ns	ns
Résultat net	3 569	590	2 979	1 879	(170)	2 048	+90,0%	+45,4%
Intérêts minoritaires	(555)	(124)	(431)	(287)	3	(290)	+93,4%	+48,5%
Résultat net part du Groupe	3 014	466	2 548	1 592	(167)	1 758	+89,3%	+44,9%
Bénéfice par action (€)	0,96	0,16	0,80	0,47	(0,06)	0,53	x 2	+50,8%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	57,0%		56,6%	61,7%		59,8%	-4,7 pp	-3,2 pp
Résultat net part du groupe hors FRU	3 351	466	2 885	1 984	(167)	2 151	+68,9%	+34,1%

Sur l'ensemble du premier semestre 2021, le résultat net part du Groupe publié est de 3 014 millions d'euros, contre 1 592 millions d'euros au premier semestre 2020, soit une hausse de +89,3%.

Les **éléments spécifiques pour le premier semestre 2021** ont eu un effet positif de **+466 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe publié. S'ajoutant aux éléments du deuxième trimestre déjà mentionnés *supra*, les éléments du premier trimestre 2021 qui avaient eu un impact positif de +113 millions d'euros et correspondaient également aux éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour +6 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour -5 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour -11 millions d'euros ainsi que le trop versé des contributions au titre du FRU sur les exercices à 2016 à 2020 pour +130 millions d'euros, les coûts d'intégration de Kas Bank et S3 par CACEIS pour -2 millions d'euros et les pertes sur les activités de gestion de fortune à Miami et au Brésil en cours de cession pour -5 millions d'euros au sein du métier Gestion de fortune. Les **éléments spécifiques du premier semestre 2020** avaient eu un impact de -167 millions d'euros sur le **résultat net part du Groupe**. Par rapport à ceux du deuxième trimestre 2020 déjà mentionnés *supra*, ils ont eu un impact de -14 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe au premier trimestre 2020, soit les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour -13 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour +81 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour -27 millions d'euros, les coûts d'intégration/ acquisition de Kas Bank et S3 par CACEIS pour -2 millions d'euros, ainsi que l'impact des dons solidaires liés au Covid-19 pour -52 millions d'euros.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** ressort à **2 548 millions d'euros**, en hausse de **+44,9%** par rapport au premier semestre 2020.

Le **bénéfice par action sous-jacent** atteint **0,80 euro par action** au **premier semestre 2021**, en hausse de **+50,8%** par rapport au premier semestre 2020.

Le **RoTE³⁵ sous-jacent**, calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent annualisé³⁶ et de charges IFRIC linéarisées sur l'année, net des coupons annualisés d'*Additional Tier 1* (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) atteint **13,6% sur le premier semestre 2021**, en hausse par rapport à au premier semestre 2020 (9,9%). Les RoNE (retour sur capital alloué normalisé) annualisés sont en hausse ce semestre, en lien avec la hausse des résultats, par rapport à l'année 2020.

Le **produit net bancaire sous-jacent** augmente de **+9,8%** par rapport au premier semestre 2020, grâce à une forte croissance des revenus du pôle Gestion de l'épargne et assurance (+18,7%), du fait des conditions de marché très favorables qui ont notamment permis la constatation de commissions de surperformance exceptionnelles sur le semestre (+266 millions d'euros) et de l'évolution des mix produits en assurance et en gestion d'actifs ainsi que du démantèlement complémentaire de 15% du switch sur 4 mois, une forte croissance des banques de proximité (+8,9% par rapport au premier semestre 2020) portée par la marge nette d'intérêt et les commissions tant en France qu'à l'international, la reprise de l'activité en Services financiers spécialisés avec des revenus en hausse de +3,8% tandis que les revenus en Grandes clientèles sont quasi stables (-0,9% par rapport au premier semestre 2020) et que le pôle Activité hors métiers progresse de +198 millions d'euros par rapport au premier semestre 2020, reflet des conditions de marchés ainsi que du résultat des autres métiers, notamment CACIF.

Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU sont en croissance de 4,0% par rapport au premier semestre 2020, moindre que la progression des revenus sur la période avec un effet ciseau de 5,9 points. Le coefficient d'exploitation sur le semestre s'établit ainsi à 56,6% en baisse de 3,2 points de pourcentage par rapport à celui du premier semestre 2020. Le FRU sur le semestre s'élève à 522 millions d'euros, en hausse de 18,9% par rapport au premier semestre 2020. A noter que la restitution d'un trop versé sur l'exercice 2016-2020 a été comptabilisée en éléments spécifiques au premier trimestre 2020. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent atteint ainsi 4 401 millions d'euros, en hausse de +18,5% par rapport au premier semestre 2020.

Enfin, le **coût du risque** affiche une baisse significative (-58,2%/-890 millions d'euros, à -638 millions d'euros contre -1 529 millions d'euros au premier semestre 2020).

³⁵ Voir détails du calcul du ROTE (retour sur fonds propres hors incorporels) et du RONE (retour sur fonds propres normalisés) des métiers en p. 50

³⁶ Le RNPG sous-jacent annualisé correspond à l'annualisation du RNPG sous-jacent (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année

Analyse de l'activité et des résultats des pôles et métiers de Crédit Agricole S.A.

Gestion de l'épargne et Assurances

Les encours gérés augmentent de 11,1% par rapport à fin juin 2020 pour s'établir à 2 300 milliards d'euros à fin juin 2021. Sur la hausse de 44 milliards d'euros par rapport à fin mars 2021, -3,3 milliards sont liés à un effet périmètre (avec la sortie des activités Miami et Brésil en Gestion de fortune), la collecte nette augmente de +9,4 milliard d'euros, et l'effet marché et change explique une hausse de 37,3 milliards d'euros.

En Epargne/Retraite, l'activité reste très dynamique et Crédit Agricole Assurances continue son développement commercial et sa diversification en France comme à l'international. Le chiffre d'affaires est en hausse de +77,5% par rapport au deuxième trimestre 2020, fortement impacté par le confinement. Par rapport au premier trimestre 2021, il est en léger repli à -8,5%. Le taux d'UC dans la collecte brute totale s'élève à 41,2%. Ainsi, la collecte nette du deuxième trimestre 2021 est positive (+1,6 milliard d'euros), malgré une légère décollecte en euros (-0,1 milliard d'euros). La collecte nette UC s'élève ainsi à 1,7 milliard d'euros, un niveau supérieur aux moyennes trimestrielles de 2019 et 2020.

Les encours (épargne, retraite et prévoyance) atteignent quant à eux 316,2 milliards d'euros, en hausse de +4,7% par rapport à juin 2020. L'encours en unités de comptes atteint ce trimestre un plus haut historique à 81,6 milliards d'euros, la part des unités de comptes dans les encours s'établissant ainsi à 25,8%, en progression de +3,1 points de pourcentage par rapport à juin 2020.

La solvabilité de Crédit Agricole Assurances est à un niveau élevé à 243%³⁷. Elle inclut la provision pour participations aux excédents (PPE) qui atteint 12,2 milliards d'euros au 30 juin 2021, soit 5,9% du total des encours et près de 4,5 années de participation aux bénéfices, en dotation de 0,7 milliard d'euros sur le premier semestre 2021. Celle-ci peut venir en support au taux de rendement moyen annualisé des actifs du fonds général qui atteignait 2,13%³⁸ fin 2020, soit un niveau déjà nettement supérieur au taux de participation aux bénéfices (à 1,28% à fin 2020) et au taux minimum garanti moyen (0,20%³⁹ à fin 2020).

En Assurances dommages, l'activité du deuxième trimestre 2021 est dynamique, avec une croissance de 10,0%³⁹ du chiffre d'affaires par rapport au deuxième trimestre 2020. Le nombre de contrats dommages en portefeuille de Crédit Agricole Assurances atteint près de 15,0 millions à fin juin 2021, en progression de 5,1% sur un an. La croissance, portée par les activités traditionnelles (habitation, protection juridique, garantie des accidents de la vie, auto), profite également du lancement d'offres à destination des entreprises (offre IARD Entreprise et Multirisque pro). Ainsi, Pacifica est classé deuxième assureur habitation (+1 place) et deuxième assureur agricole en France⁴⁰. Le ratio combiné reste maîtrisé, à 97,3%, en légère baisse de -0,4 point de pourcentage sur un an, et il s'établit à 96,0%, en baisse de 1,7 points de pourcentage, retraités des événements climatiques du deuxième trimestre.

En prévoyance/emprunteur/collectives, le chiffre d'affaires atteint 1,1 milliard d'euros ce trimestre en hausse de 23,0%⁴¹ par rapport au premier trimestre 2020, avec une contribution positive des trois métiers. On observe une belle performance de l'assurance emprunteur, soutenue par un marché immobilier favorable et par un rebond du crédit à la consommation.

La Gestion d'actifs (Amundi) enregistre ce trimestre une forte progression de ses encours sous gestion avec des effets marchés très favorables et une collecte moyen long terme (MLT) élevée sur tous les segments de

³⁷ Formule standard sans mesure transitoire, excepté pour le grandfathering des dettes subordonnées

³⁸ Taux Predica

³⁹ Nouvelle méthode de calcul avec la garantie brute de commissions

⁴⁰ Source : Argus de l'assurance ; sur la base du chiffre d'affaires

⁴¹ Croissances retraitées d'un changement de méthodologie comptable ; hors retraitement, la croissance est de 10,7% en assurance dommages et de 17,8% en prévoyance / emprunteur / assurances collectives.

clientèle. Ainsi, Amundi affiche une collecte nette MLT hors *joint ventures* de +21,7 milliards d'euros, tirée par la gestion active (+18,9 milliards d'euros). On peut noter la poursuite du très bon niveau d'activité dans le Retail des distributeurs tiers et des réseaux internationaux (Italie, Espagne et Chine avec Amundi-BOC AM), la collecte nette MLT hors JV de ce segment de clientèle s'établissant à 9,5 milliards d'euros. Le segment Institutionnels enregistre également une forte collecte MLT à 12,1 milliards d'euros. Les produits de trésorerie enregistrent de leur côté une forte sortie, résultant du contexte de marché et des sorties saisonnières habituelles au deuxième trimestre avec une décollecte nette sur les deux segments de clientèle de 17,0 milliards d'euros. La collecte nette sur les *joint ventures* s'élève à +2,6 milliards. Retraitée des sorties liées au channel business en Chine (-3,2 milliards d'euros), produits peu margés, la collecte nette MLT des *joint ventures* reste dynamique dans un contexte sanitaire parfois encore difficile.

Les encours sous gestion sont en hausse de +2,2% par rapport à fin mars 2021 (+12,7% sur un an) soit 1 794 milliards d'euros à fin juin 2021. Les encours sous gestion intègrent Sabadell AM, intégré dans le périmètre consolidé d'Amundi depuis le 01/07/2020 avec des encours de 20,7 milliards d'euros. L'effet marché/change sur les encours sous gestion est de +31,4 milliards d'euros par rapport à mars 2021.

Le trimestre est également marqué par la montée en puissance d'Amundi Technology, qui continue de déployer ses offres de services avec sept nouveaux clients on-boardés, soit 29 clients à fin juin 2021. Les revenus de cette activité pour le premier semestre s'élèvent ainsi à 19 millions d'euros, dont 12 millions d'euros sur le seul deuxième trimestre. Par ailleurs, Amundi a signé le 11 juin 2021 le contrat cadre de l'acquisition de Lyxor, en avance sur le calendrier. La préparation de l'intégration progresse au rythme attendu et la finalisation de l'acquisition est prévue pour fin 2021.

En gestion de fortune, les encours sont en hausse de +1,9% hors effet périmètre lié à la sortie des activités Miami et Brésil et s'élèvent à 131 milliards d'euros à fin juin 2021.

Le pôle **Gestion de l'épargne et Assurances** (GEA) réalise un **résultat net part du Groupe sous-jacent** de 653 millions d'euros au deuxième trimestre 2021, en croissance de +18,6% par rapport au deuxième trimestre 2020 porté par la croissance de la contribution de tous les métiers.

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) réalise un résultat net part du Groupe sous-jacent de 1 165 millions d'euros au premier semestre 2021, en hausse de +28,4% par rapport au premier semestre 2020.

Le pôle contribue à hauteur de 41% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) au premier semestre 2021 et à hauteur de 30% aux revenus sous-jacents des pôles métier de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM).

Au 30 juin 2021, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 11,2 milliards d'euros dont 9,6 milliards d'euros sur les Assurances, 1,2 milliard d'euros sur la Gestion d'actifs et 0,5 milliard d'euros sur la Gestion de fortune. Les emplois pondérés du pôle sont de 47,2 milliards d'euros dont 30,2 milliards d'euros sur les Assurances, 12,3 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 4,7 milliards d'euros sur la Gestion de fortune.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 24,4% pour le premier semestre 2021, contre 22,5% sur l'année 2020.

Assurances

Le produit net bancaire sous-jacent atteint 729 millions d'euros au deuxième trimestre 2021, en hausse de +4,0% sur un an sous l'effet d'impacts marchés favorables (+187 millions d'euros), et en raison de la progression des encours notamment en unités de comptes et malgré une sinistralité impactée par les événements climatiques (gel et grêles) d'avril et juin. Le produit net bancaire de l'assurance bénéficie également par rapport au deuxième trimestre 2020 du démantèlement de 15% complémentaire du mécanisme « switch » mis en œuvre le 1^{er} mars 2020 pour 11 millions d'euros. Les charges sous-jacentes du deuxième trimestre sont en hausse de +8,0% par rapport au deuxième trimestre 2020. Hors impôts et taxes, la hausse des charges se limite à +3,8% liée aux investissements pour le développement de l'activité et à la hausse des effectifs. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent affiche ainsi une hausse de +2,8%, à 549 millions d'euros au deuxième trimestre 2021. Le coefficient

d'exploitation sous-jacent s'établit à 24,7% au deuxième trimestre 2021, en légère augmentation de +0,9 point de pourcentage. La charge d'impôt est en baisse de -18,3% à 124 millions d'euros en lien avec la baisse du taux normatif et des reprises de provisions. Le résultat net part du groupe sous-jacent affiche une croissance en hausse de + 4,7% prenant en intérêts minoritaires le changement dans les modalités de comptabilisation des coupons des émissions de dettes subordonnées RT1 (-19 millions d'euros en intérêts courus, sans impact sur le bénéfice net par action).

Le produit net bancaire sous-jacent du premier semestre 2021 atteint 1 354 millions d'euros en hausse de 11,7%, marqué par les effets marchés, la hausse des encours UC ainsi que le démantèlement complémentaire de 15% du switch sur 4 mois. Les charges baissent de -0,2%, entraînant une amélioration du coefficient d'exploitation hors FRU de 3,6 points de pourcentage, atteignant ainsi 30,6% au premier semestre 2021. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent augmente de +17,9%. Enfin, la charge d'impôt sur le premier semestre 2020 diminue de -1,1% par rapport au premier semestre 2020, en raison de la baisse du taux d'impôt et de reprises de provisions. Au final, le résultat net part du groupe atteint 700 millions d'euros, en forte hausse de +18,7% par rapport au premier semestre 2020.

Gestion d'actifs

Le produit net bancaire sous-jacent atteint 852 millions d'euros au deuxième trimestre 2021, en croissance de +37,2% par rapport au deuxième trimestre 2020. Les revenus nets de gestion sont en hausse de +38,9% par rapport au deuxième trimestre 2020 profitant des conditions de marchés très favorables (Eurostoxx 600 + 36% sur un an), du niveau record des commissions de surperformance qui s'élèvent à 155 millions d'euros sur le trimestre ainsi que d'un effet périmètre positif (17 millions d'euros liés principalement à Sabadell AM). Les charges d'exploitation sous-jacentes s'élèvent à 396 millions d'euros en hausse de 22,1%. Cette hausse s'explique par la hausse des rémunérations variables en lien avec la progression du résultat brut d'exploitation ainsi que par l'effet périmètre Sabadell, Fund channel et la création d'Amundi Bank of China WM pour 15 millions d'euros. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent est ainsi en forte croissance à +54,6% et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit au niveau exceptionnellement bas de 47,6%, en baisse de -5,9 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2020. La contribution des sociétés mises en équivalence, reprenant notamment la contribution des *joint-ventures* d'Amundi en Asie, est en hausse de +32,3% par rapport au deuxième trimestre 2020 et s'établit à 21 millions d'euros. La charge d'impôt sous-jacente s'élève à 113 millions d'euros en croissance de +46,2%. Au final, le résultat net part du groupe sous-jacent est en forte progression de +51,2%, à 221 millions d'euros.

Sur le premier semestre 2021, le produit net bancaire progresse de +32,0% du fait des conditions de marchés très favorable, du mix produit ainsi que des commissions de surperformance qui s'élèvent sur le semestre à +266 millions d'euros. Le produit net bancaire bénéficie également d'un effet périmètre de +41 millions d'euros, principalement lié à l'intégration de Sabadell depuis le 1^{er} juillet 2020. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU augmentent de +17,6% en lien avec la hausse des rémunérations variables ainsi que d'un effet périmètre de -26 millions d'euros sur le semestre. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit à 48,9% à un niveau exceptionnellement bas, en amélioration de -6,0 points de pourcentage par rapport au premier semestre 2020. Le résultat brut d'exploitation progresse de +49,7% par rapport au premier semestre 2020. Le résultat des sociétés mises en équivalence augmente de +32,4%. Au final le RNPG du semestre s'établit à 418 millions d'euros en hausse de +52,7%.

Gestion de fortune

Le produit net bancaire sous-jacent est, à 203 millions d'euros, en hausse de +5,0% par rapport au deuxième trimestre 2020. Hors effet périmètre des entités américaines reclassées en entités en cours de cession depuis le quatrième trimestre 2020 et retraités en éléments spécifiques (-1 million d'euros), cette progression du

produit net bancaire sous-jacent atteint +8,5%. Les charges sous-jacentes hors FRU sont en diminution (-0,9%) et atteignent 172 millions d'euros lié au plan d'économies ainsi qu'à l'effet périmètre. Hors effet périmètre, les charges sous-jacentes sont en croissance de +3,6%. Ainsi, le résultat brut d'exploitation sous-jacent à périmètre constant réalise une bonne progression sur un an de +49,3% et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'améliore significativement pour s'établir à 84,8% au deuxième trimestre 2021. Au final, le résultat net part du groupe sous-jacent est en hausse de +51,0%, atteignant 28 millions d'euros au deuxième trimestre 2021. Il convient de noter ce trimestre, la comptabilisation de -1 million en produit net bancaire, -2 millions en charges et 10 millions en activités arrêtées, soit un impact total net d'impôt de 7 millions d'euros en éléments spécifiques ayant un impact sur le résultat net part du groupe. Ces gains sont liés à la contribution des entités de Miami et du Brésil en cours de cession.

Sur le premier semestre 2021, le produit net bancaire sous-jacent est stable +0,3% par rapport au premier semestre 2020, +4,4% à périmètre constant (hors impact des entités américaines reclassées en activité en cours de cession depuis le quatrième trimestre 2020). Les charges hors FRU en baisse de -4,5%, et sont stables à périmètre constant. Le résultat brut d'exploitation augmente ainsi de +37,4% pour s'établir à 63 millions d'euros. Après coût du risque (5 millions d'euros au premier trimestre) impôts et intérêts minoritaires, le résultat net part du groupe augmente donc de +9,4% pour atteindre 48 millions d'euros sur le semestre. Il convient de noter ce semestre, la comptabilisation de -1 million en produit net bancaire, -2 millions en charges et 5 millions en activités arrêtées, soit un impact total net d'impôt de 2 millions d'euros en éléments spécifiques ayant un impact sur le résultat net part du groupe. Ces gains sont liés à la contribution des entités de Miami et du Brésil en cours de cession.

Grandes Clientèles

L'activité de l'ensemble de la **Banque de financement et d'investissement (BFI)** est soutenue au deuxième trimestre 2021, et la dynamique commerciale se normalise en banque de financement. Les **revenus sous-jacents** sont en baisse (à 1 294 millions d'euros, soit -13,7% par rapport au deuxième trimestre 2020), mais sont supérieurs au niveau pré-crise (+3,8% par rapport au deuxième trimestre 2019 et supérieur à la moyenne trimestrielle depuis 2014). Les revenus de la **banque de marché et d'investissement** sont en baisse (à 616 millions d'euros au deuxième trimestre 2021, soit -21% par rapport au deuxième trimestre 2020 et -2,6% à change constant) dans un contexte de faible volatilité. La bonne performance de l'activité *Equity* ainsi que du métier de Titrisation est obérée par un ralentissement des activités FICC (-28,3% par rapport au deuxième trimestre 2020 dans le contexte de moindre volatilité de marché et par rapport à un deuxième trimestre 2020 très élevé). Dans un marché en normalisation, CACIB confirme ses **positions de premier plan** sur les émissions obligataires (#1 en All French Corporate bonds⁴²). La **VaR réglementaire reste à un niveau bas**, en lien avec le modèle de la BFI de **gestion prudente des risques** (5,7 millions d'euros à fin juin 2021 contre 14,0 millions d'euros au à fin juin 2020, VaR réglementaire moyenne à 6,4 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2021 contre 19,8 millions d'euros au deuxième trimestre 2020). Les revenus sous-jacents de la **banque de financement** sont en baisse (à 678 millions d'euros au deuxième trimestre 2021, soit -5,8% par rapport au deuxième trimestre 2020 et -2,6% hors effet change), mais se stabilisent par rapport au deuxième trimestre 2019 (680 millions d'euros). Les financements structurés affichent une bonne reprise (revenus à 331 millions d'euros ; soit + 6,4% par rapport au deuxième trimestre 2020), avec des bonnes performances dans la plupart des lignes produit (#1 Projet Finance en EMEA⁴³) ; mais les revenus diminuent en banque commerciale (-15,2% par rapport au deuxième trimestre 2020), la bonne performance de l'activité *International Trade et Transaction Banking* ne compensant que partiellement la baisse des revenus sur l'activité Debt Optimisation Distribution, qui s'explique par le retour à un niveau plus standard de l'activité par rapport au niveau historiquement élevé du deuxième

⁴² Source : Dealogic T2 2021, en EUR

⁴³ Source : Thomson Refinitiv Bookrunners

trimestre 2020. Malgré la baisse des revenus, la banque de financement garde son positionnement de leader sur les crédits syndiqués (#1 en France⁴⁴ et #2 en EMEA⁴⁵).

Enfin, les **Services financiers aux institutionnels** (CACEIS) enregistrent un bon niveau d'activité ce trimestre. Les **encours conservés** évoluent de façon dynamique, avec une hausse de +12,1% à fin juin 2021 par rapport à fin juin 2020, pour atteindre 4 342 millions d'euros à fin juin 2021. Les **encours administrés** progressent également de +13,7% sur un an, atteignant 2 280 milliards d'euros à fin juin 2021. Ces progressions s'expliquent tant par un effet volume que par un effet marché.

Au **deuxième trimestre 2021**, le **produit net bancaire** sous-jacent du pôle Grandes clientèles atteint 1 577 millions d'euros, en baisse de -11,8% par rapport au deuxième trimestre 2020, essentiellement liée à la normalisation du niveau d'activité commerciale. Les charges d'exploitation hors FRU sont en hausse par rapport au deuxième trimestre 2020 (+5,7%), mais le coefficient d'exploitation reste bas à 57,1%. Ainsi, le résultat brut d'exploitation est en baisse de -22,7%, principalement en raison du recul des revenus. Le pôle enregistre une reprise nette globale du coût du risque de +41 millions d'euros au deuxième trimestre 2021, par rapport à une dotation de -341 millions d'euros au deuxième trimestre 2020. Cette reprise nette en coût du risque s'explique essentiellement par la reprise du provisionnement pour encours sains en banque de financement, notamment en raison de l'amélioration des prévisions économiques à moyen terme et la stabilisation du provisionnement pour risques avérés, reflétant des mesures de soutien gouvernemental.

Au premier semestre 2021, le **produit net bancaire** sous-jacent du pôle Grandes Clientèles s'établit à 3 241 millions d'euros, soit -0,9% d'euros par rapport au premier semestre 2020. Les **charges d'exploitation hors FRU** augmentent de +4,5% par rapport au premier trimestre 2021 à 1 810 millions d'euros, essentiellement liés à la stratégie de croissance organique et d'investissements et la hausse des rémunérations variables. Les **charges FRU** sont en hausse de +26,2% par rapport au premier semestre 2020. Ainsi le résultat brut d'exploitation du premier semestre 2021 s'élève à 1 102 millions d'euros, en baisse de -13,8% par rapport au premier semestre 2020. Le **coefficient d'exploitation** est en hausse de 2,9 points de pourcentage par rapport au premier semestre 2020, mais reste à un niveau bas à 55,9%. Le coût du risque est en reprise ce semestre : en dotation de -27 millions d'euros par rapport à une dotation de -501 millions d'euros au premier semestre 2020, notamment en raison de l'amélioration des scénarios économiques et dans un contexte de stabilisation du provisionnement pour risques avérés. Ainsi, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** sous-jacent s'établit à 770 millions d'euros, en hausse de +19,5% par rapport au premier semestre 2020.

Le pôle contribue à hauteur de 27% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur le premier semestre 2021 et de 29% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 30 juin 2021, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 12,3 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 129,9 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 15,0% pour le premier semestre 2021, contre 10,7% pour 2020.

Banque de financement et d'investissement

Au **deuxième trimestre 2021**, le **produit net bancaire** de la Banque de financement et d'investissement sous-jacent est en recul de -13,7% par rapport au deuxième trimestre 2020, à 1 294 millions d'euros, malgré la bonne dynamique de l'activité commerciale de CACIB au deuxième trimestre 2021, en raison d'une normalisation des conditions de marché. Les **charges d'exploitation** sous-jacentes **hors FRU** enregistrent une hausse de +5,9% ce trimestre par rapport au deuxième trimestre 2020 pour s'établir à -683 millions d'euros, en lien avec les investissements dans les projets informatiques et les provisions pour rémunérations variables. Le **coefficient d'exploitation hors FRU** se maintient à un niveau bas à 52,8%, en dessous de l'objectif du Plan Moyen Terme à 55%. Le **résultat brut d'exploitation** est cependant en baisse de -23,9% par rapport au deuxième trimestre 2020 et s'établit à 610 millions d'euros. Le **coût du risque** enregistre une reprise nette de +40 millions d'euros

⁴⁴ Source : Refinitiv T2 2021

⁴⁵ Source : Refinitiv 17

alors qu'il était en dotation de -339 millions d'euros au deuxième trimestre 2020, ce qui s'explique essentiellement par la reprise en banque de financement des provisions sur encours sains Stage 1 et 2 (+24 millions d'euros) et sur risques avérés Stage 3 (+13 millions d'euros). Enfin, le **résultat avant impôt** du deuxième trimestre 2021 à +613 millions d'euros tient compte de l'impact négatif de -37 millions d'euros comptabilisé en gains ou pertes sur autres actifs lié à la déconsolidation de la filiale algérienne de CACIB. La charge d'impôt est multipliée par 2,6 à -146 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2020, notamment dû à la hausse de l'assiette de calcul. Au final, le **résultat net part du Groupe** sous-jacent s'établit à 457 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2021, en progression de +14,5% par rapport au deuxième trimestre 2020.

Les **emplois pondérés à fin juin 2021** sont en hausse modérée de +0,5 milliards d'euros par rapport à fin mars 2021, pour s'établir à 120,8 milliards d'euros à fin juin 2021. Cette quasi stabilité des emplois pondérés s'explique essentiellement par la hausse modérée de l'évolution des métiers (+0,5 milliard d'euros), notamment liée aux impacts de re-notation (+0,6 milliard d'euros), en ralentissement au deuxième trimestre 2021.

Le **produit net bancaire** sous-jacent recule légèrement de -1,5% au premier semestre 2021 par rapport au premier semestre 2020 pour s'établir à 2 660 millions d'euros, il est en croissance de +2% à change constant. La bonne performance des activités de banque de financement (+1,3% par rapport au premier semestre 2021), notamment pour les activités de financement structurés, ne compense que partiellement la baisse des revenus de la banque de marché et d'investissement (-4,3% par rapport au premier semestre 2020) dans un contexte de faible volatilité. Les charges **hors FRU** sous-jacentes augmentent de manière modérée (+4,5%), en lien avec les la stratégie de croissance organique et d'investissements de la BFI, alors que les contributions au FRU enregistrent une hausse sur le semestre plus significative de +27,3% et s'élèvent à 295 millions d'euros au premier semestre 2021. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent, à 993 millions d'euros est en baisse (-14,2% par rapport au premier semestre 2020), mais le niveau du **coefficient d'exploitation** sous-jacent se maintient à un niveau bas (51,6% par rapport au 48,6% au premier semestre 2020). Enfin, le coût du risque enregistre une dotation de -32 millions d'euros sur le premier semestre 2021 contre -496 millions au premier semestre 2020. Ainsi, la contribution du métier au **RNPG** ressort en nette hausse de +21,8% à 712 millions d'euros.

Services financiers aux institutionnels

Au deuxième trimestre 2021, le **produit net bancaire** sous-jacent enregistre une baisse de -1,8% par rapport au deuxième trimestre 2020 et s'établit à 283 millions d'euros. Cette diminution est essentiellement liée à la pression continue sur la marge d'intérêt par rapport à un point haut du deuxième trimestre 2020. Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU et hors coûts liés au projet Turbo⁴⁶ augmentent de +5,3% par rapport au deuxième trimestre 2020 à 218 millions d'euros, sous l'effet de la croissance de l'activité et de la prise en compte des charges d'intégration résiduelles de KAS Bank. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent diminue ainsi de -10,7% et s'établit à 66 millions d'euros. Le **coefficient d'exploitation** sous-jacent hors FRU est de 77,0% au deuxième trimestre 2021, en hausse de 5,1 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2020. Le **résultat net** sous-jacent atteint 52 millions d'euros, en baisse de -3,4%. Après partage avec les minoritaires pour 17 millions d'euros, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** sous-jacent est en baisse de -3,8% sur un an, à 35 millions d'euros au deuxième trimestre 2021.

Le **produit net bancaire** sous-jacent du premier semestre 2021 est en hausse de +2,0% par rapport au premier semestre 2020, porté par la bonne tenue de l'activité clientèle et malgré la pression sur la marge d'intérêt au premier semestre 2021. Les charges **hors FRU** sous-jacentes augmentent de +4,6%, sous l'effet de la croissance de l'activité et dû à la prise en compte des charges d'intégration résiduelles de KAS Bank au deuxième trimestre 2021, tandis que les charges FRU enregistrent une forte hausse à +16,6%. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est en baisse de -10,4% par rapport au premier semestre 2020. Le **coefficient d'exploitation** sous-jacent se détériore légèrement de 1,9 point de pourcentage, pour atteindre 75,5% au deuxième semestre 2021. Le **résultat net** sous-jacent est ainsi en diminution de -2,5%. Au final, la contribution

⁴⁶ Plan de transformation et d'évolution de CACEIS

du métier au **résultat net part du Groupe** au premier semestre 2021 s'établit à 58 millions d'euros, en baisse de -2,5% par rapport au 30 juin 2020.

Services financiers spécialisés

Le **pôle Services Financiers spécialisés** est caractérisé par une reprise forte de l'activité et ce dans tous ses métiers. La **production commerciale** de Crédit Agricole Consumer Finance (CACF) au deuxième trimestre 2021 est en hausse soutenue par rapport au deuxième trimestre 2020 (+63%⁴⁷), et ce notamment grâce à un mois de juin historique. La production retrouve quasiment le niveau du deuxième trimestre 2019⁴⁸. Cette hausse comparée au deuxième trimestre 2020 s'est retrouvée sur tous les périmètres : la hausse est de +53%⁴⁹ en France, +64% sur les partenariats automobiles, +57%⁵⁰ pour les entités internationales (soit une production 16% au-dessus du deuxième trimestre 2019 pour les entités internationales). Fin juin 2021, les encours totaux de CACF s'établissent ainsi à 92,1 milliards d'euros soit +4,2% par rapport à fin juin 2020 et +1,8% par rapport à fin juin 2019.

Chez Crédit Agricole Leasing and Factoring (CAL&F), la **production de crédit-bail** est en forte reprise (en hausse de +65% comparé au deuxième trimestre 2020) et représente 125% de la production du deuxième trimestre 2019. Il en est de même pour la production en affacturage, en hausse de +44% comparé au deuxième trimestre 2020, qui représente 131% de la production du deuxième trimestre 2019. Les encours de leasing atteignent 15,9 milliards d'euros fin juin 2021 (dont 12,8 milliards d'euros en France et 3,0 à l'international) soit +5,1% comparé à fin juin 2020.

Le résultat des **Services financiers spécialisés** au deuxième trimestre 2021 est en forte croissance ce trimestre en lien avec la reprise dynamique de l'activité. Le produit net bancaire sous-jacent des services financiers spécialisés hors CACF NL est en hausse de +8,1% par rapport au deuxième trimestre 2020 porté par le dynamisme des revenus de CACF (+5,2% hors CACF NL) et de CALF (+19,4%). Les charges sous-jacentes hors CACF NL sont en hausse de +11,1%, en normalisation après un point bas au deuxième trimestre 2020. Le **résultat brut d'exploitation** hors CACF NL est en hausse de +5,5% comparé au deuxième trimestre 2020, le **coefficient d'exploitation** sous-jacent hors FRU reste bas à 49,7% (soit +1,3 point de pourcentage⁴⁷ par rapport au deuxième trimestre 2020 qui était un point bas en terme de charges). Le **coût du risque** est en baisse significative par rapport au deuxième trimestre 2020 (-46,9%⁴⁷). Ainsi, au deuxième trimestre 2021, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle atteint 206 millions d'euros, soit une hausse de +27,7%⁴⁷ par rapport au deuxième trimestre 2020.

Au **premier semestre 2021**, le produit net bancaire sous-jacent⁴⁷ augmente de +5,1%, porté par la très bonne performance de CAL&F (+14,6% comparé au premier semestre 2020) et les revenus en hausse de CACF (+2,6% comparé au premier semestre 2020). Les charges sous-jacentes⁴⁷ hors FRU augmentent de +2,4% comparé au premier semestre 2020, en normalisation après le point bas observé au deuxième trimestre 2020. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU reste bas, à 50,8% soit 1.8 point de pourcentage en dessous du coefficient d'exploitation hors FRU du premier semestre 2020. Le coût du risque⁴⁷ diminue de -40,2%, le premier semestre 2020 étant un semestre marqué un provisionnement fort des encours sains dans le contexte de la propagation de la crise du Covid-19. La contribution des sociétés mises en équivalence affiche une hausse de +18,3% en sous-jacent, en lien avec les bonnes performances de Wafasalaf et FCA Bank au deuxième trimestre 2021. Le **résultat net part du Groupe** s'établit ainsi à 365 millions d'euros, en hausse de 33,5%⁵⁰.

Le pôle contribue à hauteur de 13% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur le premier semestre 2021 et de 12% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

⁴⁷ Hors CACF NL. CACF NL est classé en IFRS 5 depuis le troisième trimestre 2020

⁴⁸ Le deuxième trimestre 2021 représentant 97% du deuxième trimestre 2020

⁴⁹ Périmètre géré

⁵⁰ Hors CACF NL. CACF NL est classé en IFRS 5 depuis le troisième trimestre 2020

Au 30 juin 2021, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 4,9 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 52,0 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 15,8% pour le premier semestre 2021, contre 11,7% pour 2020.

Crédit à la consommation

Au deuxième trimestre 2021, le **produit net bancaire sous-jacent** de CACF atteint 513 millions d'euros, en hausse de +5,2%⁴⁷ par rapport au deuxième trimestre 2020, profitant d'un effet de base au deuxième trimestre 2020 notamment sur les revenus assurance. Les **charges sous-jacentes** de CACF augmentent de +11,0%⁴⁷. Les charges se normalisent en effet après un deuxième trimestre 2020 marqué par la crise. Elles sont en hausse de seulement +2,0% par rapport à la moyenne des charges trimestrielles en 2019 de CACF (hors CACF NL). Le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** est stable par rapport au deuxième trimestre 2020 (-0,1%⁴⁷) et le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU**, reste bas à 48,9% (en hausse de 2,5 points de pourcentage⁵⁰ par rapport au deuxième trimestre 2020). La **contribution des sociétés mises en équivalence** est très bonne et atteint 82 millions d'euros au deuxième trimestre 2021 (+36,1% en sous-jacent par rapport au deuxième trimestre 2020). Le **coût du risque** est en forte baisse par rapport au deuxième trimestre 2020 (-46,6%⁴⁷), il est composé à 22% de charges de coûts du risque Stage 1 & 2. Le **coût du risque sur encours** sur quatre trimestres glissants⁵¹ atteint 141 points de base, et le coût du risque sur encours en trimestre annualisé⁵² atteint 141 points de base. Le **taux de créances douteuses et litigieuses** atteint 6,3%, en baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à fin mars 2021 et le taux de couverture atteint 81,6% en hausse de 2,2 points de pourcentage par rapport à fin mars 2021. Les **impôts sous-jacents** enregistrent une charge de -44 millions d'euros au deuxième trimestre 2021 contre un produit +56 millions au deuxième trimestre 2020 (CA-CF ayant bénéficié en Italie d'un dispositif fiscal favorable Affrancamento, suite à l'accord commercial signé en 2019 entre Agos et Banco BPM). Au final, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** atteint 168 millions d'euros au deuxième trimestre 2021, soit une hausse de +16,9%⁴⁷ par rapport au deuxième trimestre 2020.

Au premier semestre 2021, le **produit net bancaire** sous-jacent est stable +2,6%⁴⁷ par rapport au premier semestre 2020, intégrant un premier trimestre stable (+0,1% par rapport au premier trimestre 2020) en lien avec la stabilité des encours et un deuxième trimestre en reprise suite à un effet de base au deuxième trimestre 2020 sur les revenus assurance. Les charges hors FRU sont en hausse de +4,3%⁴⁷, mais le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** reste bas 50,1% et est stable comparé au premier semestre 2020 (50,0%⁴⁷). Le résultat brut d'exploitation sous-jacent reste ainsi stable avec +1,0%⁴⁷ comparé au premier semestre 2020. Le coût du risque diminue de -38,9%⁴⁷ comparé au premier semestre 2020, un semestre marqué par le provisionnement des encours sains dans le cadre de la propagation de la pandémie du Covid-19. La contribution des **sociétés mises en équivalences** affiche une bonne performance, en hausse de +18,3%, en sous-jacent notamment du fait de la reprise chez FCA Bank et Wafasalaf. Au final, la contribution du métier au **RNPG** sous-jacent est en hausse de +24,3%⁴⁷.

La **contribution du métier CA-CF au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A.** pour le premier semestre atteint 12%.

Leasing & Affacturage

Au **deuxième trimestre 2021**, le **produit net bancaire** sous-jacent de CAL&F atteint 146 millions d'euros, en forte hausse de +19,4% par rapport au deuxième trimestre 2020, grâce au dynamisme de la reprise de l'activité tant en crédit-bail qu'en affacturage. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** est à 52,5% ce trimestre, en amélioration de 3,8 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2020. Le **résultat brut d'exploitation** ressort ainsi à +34,7% par rapport au deuxième trimestre 2020. Le **coût du risque** baisse

⁵¹ Coût du risque des quatre derniers trimestres, rapporté à la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

⁵² Coût du risque du trimestre multiplié par quatre, rapporté à l'encours de début de période du trimestre

nettement par rapport au deuxième trimestre 2020 (-48,7%). Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** de CAL&F s'établit à 39 millions d'euros au deuxième trimestre 2021, multiplié par deux par rapport au deuxième trimestre 2020.

Le **produit net bancaire** sous-jacent est en nette hausse au premier semestre 2021 de +14,6% par rapport au premier semestre 2020, en lien avec la forte reprise de l'activité en leasing et affacturage au deuxième trimestre 2021. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU est forte amélioration s'établissant à 53,2%, en baisse de 4,2 points de pourcentage. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent augmente (+25,7%). Le **coût du risque** est en nette baisse (-48,7%), étant donné le fort provisionnement des encours sains au premier semestre 2020 dans le contexte de propagation de la Covid-19. Enfin, le **RNGP** sous-jacent est multiplié par 2,1, s'établissant à 63 millions d'euros.

Banque de proximité

L'activité des **Banques de proximité** de Crédit Agricole S.A. a été très dynamique, portée notamment chez LCL par l'habitat et les professionnels malgré l'environnement concurrentiel, et par une activité commerciale dynamique chez Crédit Agricole Italia.

La production de crédits chez LCL augmente très fortement et dépasse le niveau pré-crise (+33,4% sur un an et +5,8% par rapport au deuxième trimestre 2019). Les encours de crédits sont en hausse de +4,4% sur un an, à 144,7 milliards d'euros, grâce au dynamisme des crédits immobiliers (+4,9% juin/juin) et des crédits aux professionnels (+12,5% juin/juin). Les renégociations de crédits habitat ce trimestre restent stables par rapport au premier trimestre 2021, à 0,4 milliard d'euros d'encours, toujours très en-deçà du point haut de 5,2 milliards d'euros du quatrième trimestre 2016. La collecte bilancielle est en hausse sur un an (+6,3% juin/juin) portée par les DAV (+13,4% juin/juin). L'épargne hors bilan est en hausse (+6,2% juin/juin). Enfin, la conquête chez LCL reste dynamique avec 87 000 nouveaux clients ce trimestre, et le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique ou GAV est en hausse chez LCL à 26,2% (+1,0 point de pourcentage par rapport à fin juin 2020, +1,2 point de pourcentage par rapport à fin 2019).

La production chez CA Italia est proche du niveau pré-crise. Les encours de crédits atteignent 61,2 milliards d'euros (+35,6% sur un an). Hors effet périmètre de l'intégration de Credito Valtellinese au deuxième trimestre 2021, les encours de crédit en Italie atteignent 46,6 milliards d'euros, en augmentation de +5,4% sur un an, tirés notamment par le crédit habitat (+6,7%). La collecte bilancielle poursuit son ralentissement (+4,5% juin/juin hors effet périmètre de Credito Valtellinese) entamé en décembre 2020, sous l'effet d'actions d'optimisation des ressources. La collecte gérée au sein de CA Italia enregistre une très forte hausse sur un an (+62% juin/juin hors effet périmètre) notamment grâce à un environnement de marché favorable. Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique ou GAV est en hausse chez CA Italia (+2,5 points de pourcentage par rapport à fin juin 2020, +3,0 points de pourcentage par rapport à fin 2019 et +4,7 points de pourcentage par rapport à 2018).

Enfin, pour l'ensemble des Banques de Proximité à l'International hors Italie, la croissance des encours de crédits atteint +6,2% à fin juin 2021 par rapport à fin juin 2020 et +5,4% hors impact de change, notamment porté par l'Ukraine (+17%), la Pologne (+8%) et l'Egypte (+5%). La collecte bilancielle augmente de +11,6% hors effet change, notamment en Ukraine (+23%) et en Pologne (+18%), et la collecte totale augmente sur un an de +16,5% et +13,3% hors effet change. Il en résulte un excédent net de collecte sur les crédits des banques de proximité à l'international hors Italie de +2,6 milliards d'euros au 30 juin 2021.

Banque de proximité en France

Le PNB sous-jacent de LCL est en hausse de +8,2% par rapport au deuxième trimestre 2020, et atteint 927 millions d'euros au deuxième trimestre 2021. Cette hausse est tirée par la marge nette d'intérêts (+9,9%), soutenue par de bonnes conditions de refinancement, ainsi que par les commissions, en hausse (+6,3%) notamment sur les moyens de paiement.

Sur LCL, ce deuxième trimestre est marqué par le lancement du projet « Réseau LCL Nouvelle Génération » visant à regrouper 250 agences pour répondre aux exigences nouvelles des clients et conforter son positionnement de banque urbaine. Dans ce cadre, LCL a enregistré des coûts de transformation du projet, à hauteur de 13 millions d'euros, retraités en éléments spécifiques. En vision sous-jacente, l'évolution des charges hors FRU demeure contenue, (+2,2% T2/T2) à 556 millions d'euros ce trimestre, entraînant une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU, qui s'établit à 59,9% ce trimestre (soit une baisse de -3,5 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2020).

Tiré par la hausse des revenus, le résultat brut d'exploitation sous-jacent est en forte augmentation sur un an (+21,3%). Le coût du risque diminue de -62,9% par rapport au deuxième trimestre 2020 à -43 millions d'euros, marqué notamment par une reprise de provisions sur encours sains à hauteur de 9 millions d'euros, et par une diminution du coût du risque avéré par rapport au premier trimestre 2021. Le taux de couverture reste élevé à 81,7% à fin juin, contre 86,0% à fin mars 2021. Le taux de créances douteuses atteint 1,6% à fin juin 2021, en hausse de 0,1 point pourcentage par rapport à fin mars 2021, mais reste toutefois proche du niveau pré-crise de fin mars 2020 à 1,7%. Au final, le résultat net part du Groupe est en forte hausse par rapport à un deuxième trimestre 2020 de crise (+78,6%) mais également par rapport au deuxième trimestre 2019 (+31,9%).

Sur le premier semestre 2021, les revenus de LCL augmentent de +5,0% par rapport au premier semestre 2020 et atteignent 1 832 millions d'euros, portés d'une part par la marge nette d'intérêt soutenue par de bonnes conditions de refinancement et d'autre part, par les commissions notamment celles sur l'assurance non-vie et les moyens de paiement. Les charges sous-jacentes hors FRU sont stables (+0,1%), malgré certains investissements liés notamment la digitalisation des parcours client (dématérialisation des offres, ADE en ligne, signature électronique notamment durant le premier trimestre 2021. Cela entraîne une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de -3,0 points de pourcentage par rapport au premier semestre 2020, à 61,7%. Le résultat brut d'exploitation augmente donc de +11,9%. Le coût du risque diminue de -42,1%, résultant de la baisse de -17,9% au premier trimestre et de celle du deuxième trimestre de -62,9%. Au final, la contribution du métier au résultat net part du groupe est en forte hausse de +48,9%.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de LCL s'établit quant à lui à 14,1% pour le premier semestre 2020, contre 8,4% en 2020.

Banque de proximité à l'international

Les revenus du pôle Banque de proximité à l'international augmentent de +25,3%, en lien avec la poursuite de la reprise de l'activité commerciale, et s'établissent à 801 millions d'euros au deuxième trimestre 2021. Les charges sous-jacentes hors FRU augmentent de 15,1% et atteignent 482 millions d'euros au deuxième trimestre 2021. En conséquence, le résultat brut d'exploitation sous-jacent enregistre une nette augmentation de +44,9% par rapport au deuxième trimestre 2020 à 307 millions d'euros. Le coût du risque recule de -52,0% ce trimestre pour s'établir à 95 millions d'euros. Au final, le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle Banque de proximité à l'international s'établit à 109 millions d'euros, soit une multiplication par 3 par rapport au deuxième trimestre 2020.

Sur le premier semestre, le PNB sous-jacent du pôle Banque de proximité à l'international augmente de +14,1% pour s'établir à 1495 millions d'euros. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU augmentent de +6,8% pour atteindre 897 millions d'euros, entraînant une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent de -4,1 points de pourcentage à 60,0%. Le coût du risque diminue de -37,9% pour s'établir à 195 millions d'euros sur le semestre. Il en résulte un résultat net part du groupe de 189 millions d'euros sur le premier semestre 2021 multiplié par 2 par rapport au résultat net part du groupe du premier semestre 2020.

Italie

Les résultats de ce trimestre sont marqués par la première consolidation de Credito Valtellinese, qui se matérialise par une contribution de deux mois de résultats de Credito Valtellinese au résultat de Crédit Agricole

Italia ce trimestre, avec un impact positif de 7 millions d'euros⁵³ en résultat net part du Groupe. Cette acquisition s'accompagne de l'enregistrement d'un badwill brut de +925 millions d'euros, imputé d'une première estimation, avant la finalisation du PPA (Purchase Price Allocation), prévue d'ici le 31 décembre 2021, de provisions à hauteur de -547 million d'euros, incluant environ 330 millions d'euros liés à la revalorisation des risques sur les portefeuilles de crédit, environ 60 millions d'euros liés aux dossiers contentieux et litiges, environ 50 millions d'euros liés au coût de refinancement, et environ 100 millions d'euros liés aux revalorisations des portefeuilles immobilier et de titres, hors IDA. Au final, retraité de ces provisions, le badwill net⁵⁴ provisoire atteint +378 millions d'euros à 100 sur Crédit Agricole Italia, résultant en un impact positif de +285 millions d'euros en résultat net part du Groupe CASA, retraité en éléments spécifiques. A cela s'ajoutent, en éléments spécifiques, un montant de 25 m€ de provisions pour encours sains, et de 16 m€ pour frais d'acquisition.

Au deuxième trimestre 2021, le produit net bancaire sous-jacent⁵⁵ de CA Italia est en augmentation de +35,3% par rapport au deuxième trimestre 2020 et s'établit à 582 millions d'euros dont 98 millions d'euros de Credito Valtellinese. Hors effet périmètre⁵⁶, le produit net bancaire de CA Italia demeure en hausse de +12,4% par rapport au deuxième trimestre 2020, tiré par les commissions d'épargne gérée et d'assurance (+23% par rapport au deuxième trimestre 2020). Les charges sous-jacentes hors FRU restent maîtrisées par rapport au deuxième trimestre 2020 (+21,0%) à 349 millions d'euros, dont 65 millions d'euros liés Credito Valtellinese, hors effet périmètre les charges auraient été de 284 millions d'euros, en baisse de -1,5%. Ainsi, le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU progresse nettement par rapport au deuxième trimestre 2020 et atteint 59,9%, soit en amélioration de -7,1 points de pourcentage. Hors effet périmètre, le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU atteint 58,7%, en amélioration de -8,3 points de pourcentage. Au final, le résultat brut d'exploitation sous-jacent enregistre une forte hausse par rapport au deuxième trimestre 2020 (+66,5% et +31% hors effet périmètre). Le coût du risque, reflet de la situation économique, diminue (-46,1% sur l'année et -59% hors effet périmètre) grâce à la baisse du coût du risque des encours stage 3 en lien avec le prolongement des moratoires. Rapporté aux encours, il ressort à 74 points de base (trimestre annualisé). Le taux de créances douteuses atteint 6,2% à fin juin 2021, au même niveau que fin mars. Le taux de couverture s'établit à 68,6% à fin juin, contre 62,1% en fin mars 2021.

Sur le premier semestre, le produit net bancaire sous-jacent de Crédit Agricole Italia augmente de +22,3% pour s'établir à 1070 millions d'euros (+11,0% hors effet périmètre). Les charges d'exploitation hors FRU restent maîtrisées (+10,9% mais -0,3% hors effet périmètre), ce qui entraîne une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU qui s'établit à 58,7%, en amélioration de -6,1 points de pourcentage juin/juin et de -6,8 points de pourcentage hors effet périmètre. Le coût du risque diminue fortement sur le semestre (-34,4% et -43% hors effet périmètre). Au final, la contribution du métier au RNPG est multipliée par 2,2 sur le semestre.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de CA Italia s'établit à 11,3% pour le premier semestre 2021.

Le Groupe Crédit Agricole en Italie

Le résultat du Groupe en Italie s'établit à 385 millions d'euros sur le premier semestre 2021, soit une amélioration de +49% par rapport au premier semestre 2020, du fait de la croissance des résultats opérationnels et de la baisse du coût du risque de -53% des filiales du Groupe en Italie. Amundi a réalisé un excellent niveau de collecte au 1^{er} semestre à 5,4 Md€, l'activité a été très soutenue chez CACIB Italie en crédits syndiqués (2^{ème} bookrunner per deal value) et en émissions obligataires tous segments confondus, et le leadership a été confirmé en ESG. Le Groupe en Italie jouit d'un excellent business mix en produits d'assurance vie avec une majorité d'UC (62% sur la collecte nette du premier semestre 2021), et on observe une reprise du crédit à la consommation après le ralentissement dû à la pandémie à plus de 35%.

⁵³ Contribution Creval au résultat sous-jacent de CAI ce trimestre : 98 m€ en PNB, 65 m€ en charges, 19 m€ en coût du risque, 7 m€ en RNPG.

⁵⁴ Impact prudentiel positif sur le CET1 Crédit Agricole SA de ce badwill enregistré au moment de la PPA, au T4-21. Impact négatif lié à la consolidation de 8,1 Mds de RWA Creval enregistré dès le T2-21

⁵⁵ Eléments spécifiques : Creval: badwill net de 378 m€ en écarts d'acquisition pour un impact RNPG de 285 m€, coûts d'acquisition (16 m€ en charges), provisions collectives (25m€ en coût du risque); Affrancamento (38 m€ en impôts)

⁵⁶ Hors effet périmètre lié à la 1^{ère} consolidation de Credito Valtellinese au T2-21

Banque de proximité à l'international - hors Italie

Le produit net bancaire sous-jacent de la banque de proximité à l'international hors Italie est en hausse de +4,6% au deuxième trimestre 2021 (à 219 millions d'euros) par rapport au deuxième trimestre 2020. Les charges sous-jacentes augmentent (+2,1% par rapport au deuxième trimestre 2020) mais le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de BPI hors Italie s'améliore ce trimestre de -1,5 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2020 et s'établit à 60,6%. Le résultat brut d'exploitation, en hausse de +8,8% par rapport au deuxième trimestre 2020, grâce à une hausse des revenus et au contrôle des charges. Le coût du risque diminue fortement (-68,7% par rapport au deuxième trimestre 2020) et s'établit à -16 millions d'euros. Le taux de créances douteuses est faible à 7,0% à fin juin 2021 et le taux de couverture s'établit à un niveau élevé de 100%. Au final le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 37 millions d'euros, soit une multiplication par 3,2 par rapport au deuxième trimestre 2020.

Par pays :

- CA Pologne⁽⁵⁷⁾ : La baisse des taux directeurs ce trimestre est absorbée par un effet volume et par une hausse des commissions ; le taux de créances douteuses s'établit à 7,2% à fin juin 2021 et le taux de couverture atteint 113%.
- CA Egypte⁽⁵⁷⁾ : Le PNB progresse de +9% par rapport au deuxième trimestre 2020 grâce à l'activité retail. Le coût du risque baisse fortement et le taux de créances douteuses atteint 3,8% et le taux de couverture atteint 137%.
- CA Ukraine⁽⁵⁷⁾ : le PNB augmente fortement (+19% par rapport au deuxième trimestre 2020) grâce à la progression de la marge nette d'intérêt et des commissions. Le coût du risque est divisé par 6 par rapport au deuxième trimestre 2020 et le taux de créances douteuses reste toujours faible et s'établit à 1,7%.
- Crédit du Maroc⁽⁵⁷⁾ : PNB augmente de +5% par rapport au deuxième trimestre 2020, et le coût de risque est marqué par des reprises de provisions.

Sur le premier semestre 2021, le PNB sous-jacent de la banque de proximité hors Italie baisse de -2,5% pour s'établir à 424 millions d'euros, grâce au redressement progressif des taux directeurs en Egypte, Pologne, Ukraine et Maroc survenue au deuxième trimestre 2020. Les charges d'exploitation hors FRU baissent de -1,7%, résultat de la baisse du premier trimestre 2021 (-5,2%) et de la légère hausse du deuxième trimestre 2021 (+2,1%). Cela entraîne une légère amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU qui s'établit à 63,2%, en baisse de 0,5 points de pourcentage par rapport au premier semestre 2020. Au final, la contribution du métier au résultat net part du Groupe est en forte hausse de +68,1% à 55 millions d'euros.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent des Autres BPI s'établit à 14,8% pour le premier semestre 2021, contre 12,3% pour 2020.

Le pôle Banque de Proximité à l'international contribue à hauteur de 7% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur le premier semestre 2021 et de 13% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Dans son ensemble, le pôle Banque de proximité contribue à hauteur de 19% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) au premier semestre 2021 et de 30% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 30 juin 2021, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 9,6 milliards d'euros dont 4,7 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France, 4,8 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international. Les emplois pondérés du pôle sont de 100,8 milliards d'euros dont 50,0 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France et 50,8 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international.

⁵⁷ Hors effet change

Activités Hors métiers

Le résultat net part du groupe sous-jacent de AHM s'établit à -75 millions au deuxième trimestre 2021 en hausse de +119 millions d'euros depuis le deuxième trimestre 2020. La contribution négative du pôle Activité Hors Métiers s'analyse en distinguant la contribution « structurelle » (-159 millions d'euros) des autres éléments (+84 millions d'euros).

La contribution de la composante « structurelle » est stable comparé au deuxième trimestre 2020 (-4 millions d'euros) et se décompose en trois types d'activités :

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint -204 millions d'euros au deuxième trimestre 2021, en baisse par rapport au deuxième trimestre 2020 (-65 millions d'euros) en lien avec un effet taux effectif d'impôt sur les sociétés défavorable, malgré la poursuite des conditions de refinancement favorables ;
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*) et CA Immobilier et, depuis le premier trimestre 2021, BforBank intégré en mise en équivalence, en raison de sa détention à 50% par Crédit Agricole SA suite à sa recapitalisation : leur contribution, à +45 millions d'euros au deuxième trimestre 2021, est en hausse par rapport au deuxième trimestre 2020 (+71 millions d'euros). Cette augmentation porte notamment sur CACIF dont la contribution positive s'explique par une activité dynamique et par une revalorisation de certains fonds.
- Les fonctions support du Groupe : leur contribution est neutre ce trimestre et est en baisse de -10 millions d'euros depuis le deuxième trimestre 2020 en raison d'un changement en 2021 du mode de comptabilisation des produits et charges CAGIP.

La contribution des « autres éléments » est en hausse (+123 millions d'euros) comparé au deuxième trimestre 2020, en raison d'un effet de base sur les éliminations sur des titres intragroupes souscrits par Predica et par Amundi (resserrement des spreads au deuxième trimestre 2020).

Sur le premier semestre 2021, le résultat net part du groupe sous-jacent du pôle AHM s'élève à -285 millions d'euros, en amélioration de +89 millions d'euros par rapport au premier semestre 2020. La composante structurelle contribue à hauteur de -406 millions d'euros et les autres éléments du pôle enregistrent contribution de +121 millions d'euros sur le semestre.

La contribution de la composante « structurelle » est en hausse comparé au premier semestre 2020 (+41 millions d'euros) et se décompose en trois types d'activités :

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint -464 millions d'euros au premier semestre 2021, en baisse par rapport au premier semestre 2020 (-31 millions d'euros) ;
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*) et CA Immobilier et, depuis le premier trimestre 2021, BforBank intégré en mise en équivalence, en raison de sa détention à 50% par Crédit Agricole SA suite à sa recapitalisation : leur contribution, à +58 millions d'euros au premier semestre 2021, est en hausse par rapport au premier semestre 2020 (+87 millions d'euros).
- Les fonctions support du Groupe : leur contribution est neutre ce semestre et est en baisse de -14 millions d'euros depuis le premier semestre 2020 en raison d'un changement en 2021 du mode de comptabilisation des produits et charges CAGIP.

La contribution des « autres éléments » est en hausse (+48 millions d'euros) comparé au premier semestre 2020.

Au 30 juin 2020, les emplois pondérés sont de 26,9 milliards d'euros.

* *
*

Solidité financière

Groupe Crédit Agricole

Au 30 juin 2021, le **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) phasé** est stable par rapport à fin mars 2021, pour atteindre 17,3%. Ainsi, le Groupe Crédit Agricole affiche un coussin substantiel de 8,4 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP fixée à 8,9%, stable par rapport au 31 mars 2021. Le ratio CET1 non phasé atteint 17,0%.

- Le ratio CET1 a bénéficié ce trimestre de l'effet du résultat publié (+41 points de base hors badwill CreVal notamment). La provision pour distribution de dividendes, sur la base d'une politique de pay-out de 50%, ainsi que les coupons AT1 impactent le CET1 du Groupe Crédit Agricole à la baisse à hauteur de -8 points de base.
- La contribution poste du « Méthodologies & effet réglementaires » est neutre ce trimestre : -10 points de base liés à la rentrée en vigueur de CRR2⁵⁸ compensés par les impacts positifs sur TRIM (+5 points de base), le phasing IFRS9 (+4 points de base) et l'Affranchimento (+1 point de base).
- Enfin, le poste « M&A, OCI et autres » impacte le ratio à hauteur de -19 points de base avec un impact négatif lié à l'intégration des emplois pondérés de CreVal ce trimestre (-26 points de base - prise en compte prudentielle du badwill prévue au quatrième trimestre 2021), légèrement compensé par l'émission de parts sociales (+5 points de base). L'effet des réserves OCI sur le ratio CET1 est de -2 points de base. Le stock de réserves OCI atteint 16 points de base au 30 juin 2021 (vs 18 points de base au 31 mars 2021).
- L'impact de la croissance des métiers sur la solvabilité est neutre ce trimestre (Cf. Infra).

Le **ratio de levier phasé** ressort à 5,9%, stable par rapport à fin mars 2021 (5,3% avant neutralisation des expositions BCE vs 5,4% à fin mars 2021) et bien au-dessus de l'exigence réglementaire de 3,11%⁵⁹. Le ratio de levier quotidien phasé à 5,2% au 30 juin 2021⁶⁰ avant neutralisation des expositions BCE.

Le **ratio Tier 1 phasé** ressort à 18,2%, le ratio global phasé est à 21,2%.

Les **emplois pondérés** du Groupe Crédit Agricole sont en hausse de +11,6 milliards d'euros par rapport au 31 mars 2021. La contribution des métiers à cette évolution est positive pour +2,5 milliards d'euros (dont -0,2 milliard d'euros effet change). En effet, les emplois pondérés de la Banque de proximité sont en hausse : +2,5 milliards d'euros hors effet change dont +0,2 milliard d'euros pour LCL et +1,5 milliard d'euros pour les Caisses régionales. La contribution du pôle Grandes clientèles est en légère baisse par rapport à fin mars 2021 (-0,5 milliard d'euros hors effet change). La valeur de mise en équivalence de l'assurance impacte les emplois pondérés à la baisse pour -1,0 milliard d'euros en lien avec la distribution du dividende au deuxième trimestre 2021. Le poste « Méthodologies, effet réglementaires, M&A » impacte les emplois pondérés à hauteur de +1,6 milliard d'euros sous l'effet notamment de l'impact réglementaire CRR2 (+3,2 milliards d'euros) et d'un impact TRIM de -1,7 milliard d'euros. Enfin, la consolidation de CreVal impacte les RWA à hauteur de +8,5 milliards d'euros.

TLAC

Le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board* - FSB) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (*Global Systemically Important Banks* - G-SIBs). Ce ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIBs ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de

⁵⁸ L'entrée en vigueur du règlement CCR 2/CDR V à partir du 28 juin 2021, entraîne des amendements au dispositif actuel de gestion de capital dans les divers domaines (ratio de levier, liquidité, risque de contrepartie, marché...). L'impact en solvabilité est principalement lié à l'impact sur les emplois pondérés de la révision des méthodes de calcul des risques de contrepartie.

⁵⁹ Dans le cadre CRR2 les banques peuvent exclure certaines expositions Banque Centrale de l'exposition totale du ratio de levier lorsque des circonstances macro-économiques exceptionnelles le justifient. En cas d'application de cette exemption, les établissements doivent satisfaire à une exigence de ratio de levier ajustée, supérieure à 3%. Le 18 juin 2021, la Banque Centrale Européenne a déclaré que les établissements de crédit sous sa supervision peuvent appliquer cette exclusion compte tenu de l'existence de circonstances exceptionnelles depuis le 31 décembre 2019 ; cette mesure est applicable jusqu'au 31 mars 2022. Le Groupe Crédit Agricole applique cette disposition et doit, en conséquence, respecter une exigence de ratio de levier de 3,11% pendant cette période.

⁶⁰ Le ratio de levier quotidien est calculé en tenant compte de la moyenne quotidienne du trimestre des expositions des opérations de financement sur titres (SFT)

recapitalisation avant et pendant la résolution. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au Groupe Crédit Agricole.

Les éléments pouvant absorber les pertes sont constitués par le capital, les titres subordonnés et les dettes pour lesquelles l'Autorité de Résolution peut appliquer le renflouement interne.

L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne *via* CRR2 et s'applique depuis le 27 juin 2019. Depuis lors, le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 16% des actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets* - RWA), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio TLAC supérieur à 19,5% (auquel il faut ajouter le coussin contracyclique)
- un ratio TLAC supérieur à 6% de l'exposition en levier (*Leverage Ratio Exposure* - LRE).

Les exigences minimales de TLAC augmenteront à compter du 1^{er} janvier 2022 à 18% des actifs pondérés des risques – niveau auquel il faudra ajouter l'exigence globale de coussins à cette date – et 6,75% de l'exposition en levier.

Au 30 juin 2021, le **ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 25,7% des RWA et 8,4% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible**⁶¹. Le ratio TLAC exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques est stable sur le trimestre : la hausse des fonds propres et dette éligible compense celle des RWA. Exprimé en pourcentage de l'exposition en levier (LRE), le ratio TLAC progresse de 5 pb par rapport à mars 2021. Sans tenir compte de la neutralisation des expositions Banque Centrale, le ratio TLAC exprimé en LRE aurait atteint 7,5% (*versus* 7,6% à fin mars 2021). Il est supérieur aux exigences respectives de 19,5% des RWA (d'après CRR2/CRD5, exigence à laquelle il faut ajouter le coussin contracyclique de 0,03% au 30 juin 2021) et de 6% de l'exposition en levier.

L'atteinte du ratio TLAC est soutenue par **un programme d'émission sur le marché en 2021 de 7 milliards d'euros de dettes TLAC**. Au 30 juin 2021, 5,1 milliards d'euros équivalents ont été émis sur le marché ; le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 24,5 milliards d'euros.

MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne "Redressement et Résolution des Banques" (*Bank Recovery and Resolution Directive* - BRRD). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée en droit français par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Le ratio MREL correspond à un coussin de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Les niveaux minimum à respecter sont déterminés dans des décisions prises par les autorités de résolution et notifiées à chaque établissement, puis révisées périodiquement.

En 2020, le Groupe Crédit Agricole s'est vu notifié la révision de son exigence de MREL au niveau consolidé et sa première exigence de MREL au niveau subordonné (dans laquelle les instruments de dette senior sont

⁶¹ Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2021.

exclus). Ces deux exigences étaient déjà respectées par le Groupe au moment de leur notification. Calibrées sous BRRD, elles sont applicables jusqu'à la prochaine notification qui intégrera les évolutions du cadre réglementaire européen (i.e. BRRD2) ⁶².

Sous BRRD, le ratio MREL est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage du total des passifs et des fonds propres de l'établissement, après certains retraitements prudentiels (TLOF⁶³) ou exprimé en actifs pondérés des risques (RWA). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL les fonds propres prudentiels, ainsi que les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

L'objectif du Groupe Crédit Agricole est d'atteindre d'ici fin 2022 un ratio de MREL subordonné (hors dette senior préférée éligible) à 24-25% des RWA et de maintenir le ratio de MREL subordonné au-dessus de 8% du TLOF. Ce niveau permettrait le recours au Fonds de Résolution Unique (soumis à la décision de l'autorité de résolution) avant d'appliquer le principe de renflouement interne aux dettes seniors préférées, permettant de créer une couche de protection supplémentaire pour les investisseurs en dette senior préférée.

Au 30 juin 2021, le **Groupe Crédit Agricole présentait un ratio MREL ⁶⁴ estimé à environ 10% du TLOF et 8,3% hors dette senior préférée éligible.** Exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques, le ratio MREL estimé du Groupe Crédit Agricole atteint environ **32% à fin juin 2021. Il s'établit à 25,7% hors dette senior préférée éligible.** L'objectif du PMT concernant le MREL subordonné est atteint depuis septembre 2020.

Sous BRRD2, compte tenu de la possibilité d'ajustement à la baisse, à la main de l'autorité de résolution, pour calibrer l'exigence de MREL au niveau subordonné pour le Groupe Crédit Agricole, l'exigence de subordination la plus élevée attendue est le TLAC. Le ratio TLAC actuel se situe à une distance de 6,2 points de pourcentage au-delà de l'exigence au 30/06/2021 et 4,2 points de pourcentage⁶⁵ au-dessus de l'exigence attendue à 21,5% (+ coussin contra-cyclique) au 1^{er} janvier 2022.

Seuil de déclenchement du montant maximum de distribution (MMD)

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux.

Le Groupe Crédit Agricole, au 30 juin 2021, dispose d'une marge de sécurité de 752 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 44 milliards d'euros de capital CET1.

Crédit Agricole S.A., au 30 juin 2021, dispose d'une marge de sécurité de 440 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 16 milliards d'euros de capital CET1.

Crédit Agricole S.A.

A fin juin 2021, la solvabilité de Crédit Agricole S.A. reste à un niveau élevé, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de 12,6%** en vision phasé (c'est-à-dire comprenant l'impact du « phasing-in » IFRS9 intégré au deuxième trimestre 2020 dans le cadre du « quick-fix »), en baisse de -0,1 point de pourcentage par rapport à

⁶² Le Groupe est en attente des notifications sous BRRD2, compte tenu des délais de transposition de BRRD2 dans les Etats européens dans lesquels il opère

⁶³ TLOF – Total Liabilities and Own Funds, équivalent au bilan prudentiel après netting des dérivés

⁶⁴ Calcul effectué conformément à la BRRD applicable aux exigences en vigueur. Sont inclus les éléments éligibles au MREL émis en externe par toutes les entités du Groupe.

⁶⁵ Sur la base du coussin contracyclique applicable au 30/06/21

fin mars 2021. Ainsi, Crédit Agricole SA affiche un coussin substantiel de 4,7 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP fixée à 8,9%, contre 4,8 points de pourcentage au 31 mars 2021. Le ratio CET1 non phasé atteint 12,4%.

- Le ratio CET1 a bénéficié ce trimestre d'un impact positif de +44 points de base lié à la conservation du résultat publié (hors badwill CreVal notamment). La provision pour distribution de dividendes, sur la base d'une politique de 50% de pay-out, soit 0,39€ par action sur le premier semestre, ainsi que l'impact des coupons AT1 ont contribué à la baisse du CET1 à hauteur de -23 points de base (dont - 21 points de base de provision pour dividende).
- Le poste « Méthodologies & effet réglementaires » contribue à la hausse du CET1 à hauteur de +1 point de base dont +6 points de base liés à un effet positif de la revue des modèles TRIM, -7 points de base liés à la rentrée en vigueur de CRR2⁶⁶ et +2 points de base liés au dispositif fiscal *Affrancamento*. L'effet des réserves OCI est de -4 points de base sur la période. Le stock de réserves OCI atteint 34 points de base au 30 juin 2021 (vs 38 points de base au 31 mars 2021).
- Enfin, le ratio intègre un impact négatif de -29 points de base sur le poste « M&A, OCI et autres » lié à la consolidation de CreVal (prise en compte prudentielle du badwill prévue au quatrième trimestre 2021).
- La contribution des métiers au ratio CET1 est neutre sur le trimestre (Cf. Infra)

Le **ratio de levier** phasé est stable par rapport à fin mars 2021 et s'établit à 4,6% à fin juin 2021 (3,9% avant neutralisation des expositions BCE vs 4,0% à fin mars 2021) par rapport à une exigence de 3,18%⁶⁷. Le **ratio de levier quotidien**⁶⁸ phasé est à 3,8% avant neutralisation des expositions BCE.

Le **ratio Tier 1** phasé ressort à 14,0% et le ratio global phasé est à 18,6% ce trimestre.

Les **emplois pondérés** s'élèvent à 357 milliards d'euros à fin juin 2021 et sont en progression par rapport à fin mars 2021 (+2,4%). La contribution des métiers est légèrement positive pour +0,5 milliard d'euros (dont -0,2 milliard d'euros d'effet change). En effet, les emplois pondérés du pôle Grandes clientèles sont en légère baisse par rapport à fin mars 2021 (-0,6 milliard d'euros hors effet change) tandis que la contribution de la Banque de proximité augmente de +1,2 milliard d'euros notamment. La valeur de mise en équivalence de l'assurance impacte les emplois pondérés à la baisse pour -1,0 milliard d'euros en lien avec la distribution du dividende au premier semestre 2021. Le poste « Méthodologies, effet réglementaires, M&A » impacte les emplois pondérés à hauteur de +0,3 milliard d'euros sous l'effet notamment de l'impact positif de la revue des modèles TRIM (-1,7 milliard d'euros) et l'impact réglementaire CRR2 (+2,0 milliards d'euros). Enfin, la consolidation de CreVal contribue à la hausse des RWA ce trimestre à hauteur de +8,5 milliards d'euros.

Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan cash bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan cash bancaire est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan cash tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-après et dont la définition est communément admise sur

⁶⁶ L'entrée en vigueur du règlement CCR 2/CDR V à partir du 28 juin 2021, entraîne des amendements au dispositif actuel de gestion de capital dans les divers domaines (ratio de levier, liquidité, risque de contrepartie, marché...). L'impact en solvabilité est principalement lié à l'impact sur les emplois pondérés de la révision des méthodes de calcul des risques de contrepartie.

⁶⁷ Dans le cadre de la réglementation CRR2 les banques peuvent exclure certaines expositions Banque Centrale de l'exposition totale du ratio de levier lorsque des circonstances macro-économiques exceptionnelles le justifient. Si elles appliquent cette exemption, les établissements doivent satisfaire à une exigence de ratio de levier ajustée, supérieure à 3%. Le 18 juin 2021, la Banque Centrale Européenne a déclaré que les établissements de crédit sous sa supervision peuvent appliquer cette exclusion compte tenu de l'existence de circonstances exceptionnelles depuis le 31 décembre 2019 ; cette mesure est applicable jusqu'au 31 mars 2022. Le Crédit Agricole S.A. applique cette disposition et doit, en conséquence, respecter une exigence de ratio de levier de 3,18% pendant cette période.

⁶⁸ Le ratio de levier quotidien de Crédit Agricole S.A. est calculé en tenant compte de la moyenne quotidienne du trimestre des expositions des opérations de financement sur titres (SFT)

la place. Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de la répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan cash, des calculs de compensation (nettings) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impacts de la juste valeur, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un netting pour un montant de 69 milliards d'euros à fin juin 2021. De même, 113 milliards d'euros de repos/reverse repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du desk Titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres nettings effectués pour la construction du bilan cash, pour un montant total de 148 milliards d'euros à fin juin 2021, sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la Banque de financement et d'investissement (BFI) et sont intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle ».

Il est à noter que la centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations ne fait pas l'objet d'un netting dans la construction du bilan cash ; le montant de l'épargne centralisée (70 milliards d'euros à fin juin 2021) étant intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions senior dans les réseaux bancaires ainsi que les refinancements de la Banque Européenne d'Investissements et Caisse des Dépôts et Consignations et les autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment "Ressources marché long terme", sont retraités pour apparaître comme des "Ressources clientèle".

On notera que parmi les opérations de refinancement banques centrales, les encours correspondant au T-LTRO (Targeted Longer Term Refinancing Operations) sont intégrés dans les « Ressources marché long terme ». En effet, les opérations de T-LTRO 3 ne comportent pas d'option de remboursement anticipé à la main de la BCE ; compte tenu de leur maturité contractuelle à trois ans, elles sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

Les opérations de pension livrée (repos) moyen-long terme sont également comprises dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan cash.

Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1,587 milliards d'euros au 30 juin 2021, fait apparaître **un excédent des ressources stables sur emplois stables de 292 milliards d'euros**, en hausse de 13 milliards d'euros par rapport à fin mars 2021, et en hausse de 100 milliards d'euros par rapport à fin juin 2020. Les agrégats de Credito Valtellinese, qui est consolidé à compter du 30 juin 2021, sont inclus dans le bilan cash.

L'encours total T-LTRO 3 pour le Groupe Crédit Agricole s'élève à 162,2⁶⁹ milliards d'euros au 30 juin 2021, en hausse de 10,2 milliards au deuxième trimestre 2021 (y compris Credito Valtellinese). *Il est précisé que la sur-bonification s'appliquant au taux de refinancement de ces opérations est étalée sur la durée des tirages et que la sur-bonification potentielle sur la période du 24 juin 2021 au 30 juin 2021 n'a pas été prise en compte, compte tenu de l'incertitude à fin juin 2021 quant à l'atteinte des critères de variation de crédits éligibles pendant la période de référence (dont l'échéance n'est pas intervenue).*

Par ailleurs, le Groupe affiche une reprise significative de l'activité commerciale sur le trimestre, enregistrant une hausse équilibrée de la collecte et des crédits. Hors Credito Valtellinese, la collecte a progressé de 13 milliards d'euros tandis que les crédits et actifs de négoce à la clientèle sont en hausse de 14 milliards d'euros. Par

⁶⁹ Hors FCA Bank

ailleurs, l'intégration de Credito Valtellinese a pour impact une hausse des niveaux de collecte et des crédits, respectivement pour 17 et 14 milliards d'euros.

L'excédent de 292 milliards d'euros appelé "position en ressources stables" permet au Groupe de couvrir le déficit LCR engendré par les actifs durables et les passifs stables (clientèle, actifs tangibles et intangibles, ressources long terme et fonds propres). Le pilotage interne exclut le surplus temporaire de ressources stables apportées par l'augmentation du refinancement T-LTRO 3, afin de sécuriser l'objectif du Plan à Moyen Terme de plus 100 milliards d'euros, indépendamment de la stratégie de remboursement à venir.

Le ratio des ressources stables sur emplois stables s'établit à 124,8%, en hausse par rapport au trimestre précédent de 0,5 point de pourcentage.

Les ratios NSFR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A sont supérieurs à 100%, conformément à l'exigence réglementaire entrée en application le 28 juin 2021.

Par ailleurs, compte-tenu des excédents de liquidité, le Groupe demeure en position prêteuse à court terme au 30 juin 2021 (dépôts Banques centrales supérieurs au montant de l'endettement court terme net).

Les ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 348 milliards d'euros au 30 juin 2021, en hausse de 10 milliards d'euros par rapport à fin mars 2021, et en hausse de 37 milliards d'euros par rapport à fin juin 2020.

Elles comprennent les dettes seniors collatéralisées à hauteur de 222 milliards d'euros, les dettes senior préférées à hauteur de 78 milliards d'euros, les dettes seniors non préférées pour 27 milliards d'euros et des titres Tier 2 s'élevant à 21 milliards d'euros.

La hausse des dettes seniors collatéralisées s'explique notamment par la participation du Groupe aux opérations T-LTRO 3 de la Banque Centrale Européenne et la consolidation de Credito Valtellinese.

Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 463 milliards d'euros au 30 juin 2021, en hausse de 2 milliards d'euros par rapport à fin mars 2021, et en hausse de 58 milliards d'euros par rapport à fin juin 2020. Elles couvrent plus de quatre fois l'endettement court terme net (hors remplacements en Banques centrales).

Le niveau élevé des dépôts en Banques centrales résulte du remplacement d'importants excédents de liquidité : ils s'établissent à 226 milliards d'euros au 30 juin 2021 (hors caisse et réserves obligatoires), en hausse de 8 milliards d'euros par rapport à fin mars 2021, et en hausse de 46 milliards d'euros par rapport à fin juin 2020.

Le Groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi ses efforts afin de maintenir les réserves immédiatement disponibles (après recours au financement BCE). Les actifs éligibles en banques centrales après décote s'élèvent à 101 milliards d'euros, stables par rapport à fin mars 2021, en hausse de 14 milliards d'euros par rapport à fin juin 2020.

Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur le ratio LCR, fixé à 100% depuis le 1er janvier 2018.

A fin juin 2021, le numérateur du ratio LCR (comprenant le portefeuille de titres HQLA, la caisse et les dépôts Banques Centrales, hors réserves obligatoires), calculé en moyenne sur 12 mois, s'établit respectivement à 362,5 milliards d'euros pour le Groupe Crédit Agricole et à 330,8 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A.

Le dénominateur du ratio (représentant les sorties nettes stressées de trésorerie), calculé en moyenne sur 12 mois, s'établit respectivement à 218,8 milliards d'euros pour le Groupe Crédit Agricole et à 211,5 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A.

Les ratios LCR moyens sur 12 mois du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. s'élèvent respectivement à 165,6% et 156,4% à fin juin 2021. Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme d'environ 110%.

Les ratios LCR fin de période au 30 juin 2021 s'élèvent respectivement à 182,8% pour le Groupe Crédit Agricole et 157,4% pour Crédit Agricole S.A.

Dans le contexte de crise sanitaire COVID-19, la hausse du niveau des ratios LCR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. est en ligne avec le recours du Groupe aux tirages T-LTRO 3 auprès de la Banque centrale.

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

A fin juin 2021, les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 17,9 milliards d'euros⁷⁰ de dette à moyen long terme, dont 31% émis par Crédit Agricole S.A.

Par ailleurs, 1,9 milliard d'euros a également été emprunté auprès d'organismes nationaux et supranationaux, ou placé dans les réseaux des banques de proximité du Groupe (Caisses régionales, LCL et CA Italia) et dans d'autres réseaux externes en 2021.

A fin juillet, Crédit Agricole S.A. a réalisé à hauteur de 72% son programme de financement moyen long terme sur les marchés de 9 milliards d'euros pour l'année 2021 (dont 7 milliards d'euros en dette senior non préférée ou Tier 2).

La banque a levé l'équivalent de 6,5 milliards d'euros⁷⁰, dont 3,0 milliards d'euros en dette senior non préférée et 2,1 milliards d'euros en dette Tier 2, ainsi que 0,4 milliard d'euros de dette senior préférée et 1,0 milliard d'euros de dette senior collatéralisées. Le financement est diversifié en formats et en devises (EUR, USD, AUD, GBP, JPY, CNY, CHF).

De plus, Crédit Agricole S.A. a annoncé le succès de son offre d'échange d'AT1 avec 79% d'anciens titres AT1 GBP non éligibles indexés sur le Libor GBP échangés contre des nouveaux titres AT1 GBP éligibles (CRR) et indexés sur le SONIA (£397M échangés sur un nominal de £500M).

Enfin, Crédit Agricole HL SFH a procédé le 01/07 à son émission inaugurale Covered bond en format Social pour 1 milliard d'euros à 6,75 ans avec un spread de MS + 2 points de base.

⁷⁰ Montant brut avant rachat et amortissement

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Premier semestre

A l'instar de l'année 2020, les performances économiques des grandes zones économiques ont continué, sur la première moitié de l'année 2021, d'être conditionnées par la structure des économies (poids relatifs de l'industrie et des services dont tourisme), la réponse sanitaire (diffusion de la pandémie, capacité à l'endiguer, déploiement de la vaccination) et la contre-offensive budgétaire et monétaire (ampleur des soutiens à l'activité). Les trajectoires de reprise se révèlent aussi hétérogènes que les récessions en 2020 : aux Etats-Unis en tête et à la zone euro qui résiste, s'oppose, de façon fragmentée, la majorité des pays émergents. Dès avril, le FMI a ainsi relevé sa prévision de croissance mondiale pour en 2021 (à +6% contre +5,5% lors des prévisions de janvier), et ce pour moitié en raison de la meilleure croissance anticipée aux États-Unis (+6,4% contre +5,1%), seul grand pays développé pour lequel le FMI prévoyait un niveau de PIB supérieur, dès fin 2022, à sa tendance d'avant-crise. Dans le monde émergent hors Chine, les prévisions de reprise étaient beaucoup plus faibles, avec un niveau d'activité en 2022 encore 6% en-dessous de son niveau anticipé avant la crise du Covid.

Aux États-Unis, après *The Coronavirus Aid, Relief and Economic Security Act* (CARES Act) de USD2200 milliards de Donald Trump, puis le plan de décembre de USD900 milliards, le plan de relance de Joe Biden (*the American Rescue Plan*) a été déployé à partir de mars pour USD1900 milliards, soit environ 9% du PIB. Les ménages, en particulier ceux à faible revenu, en ont été les grands bénéficiaires. **Dopée par les aides publiques aux revenus, la consommation des ménages s'est vigoureusement redressée : avec une hausse de +10,7% en rythme annualisé au premier trimestre, elle a permis au PIB américain de progresser de +6,4% en rythme annualisé.** Alors que la demande extérieure reste à la traîne, en ligne avec un reste du monde toujours en proie à la crise sanitaire (exportations -11% sous leurs niveaux pré-crise), la consommation contribue pour 7 points de pourcentage à la croissance. Si le PIB demeure inférieur à son niveau pré-crise (de 0,9% par rapport à fin 2019), la consommation des ménages a quasiment récupéré ses pertes : le consommateur a dépensé en biens (+12,5% par rapport au niveau de pré-crise) ce qu'il n'a pas dépensé en services (-5,7%). Les enquêtes confirment la vigueur de la reprise américaine. En juin, **tant le taux de chômage (à 5,9%) que le nombre de chômeurs (à 9,5 millions) se sont quasiment stabilisés** à un niveau bien inférieur au point haut d'avril 2020 (respectivement 14,8% et 23,1 millions), mais restent supérieurs aux niveaux pré-crise (3,5% et 5,7 millions) de février 2020. De même, le taux de participation (61,6% en juin) s'est redressé par rapport au creux d'avril 2020 (60,2%) mais reste inférieur à son niveau pré-crise (63,4%).

Simultanément, **l'inflation sous-jacente** (prix à la consommation hors énergie et produits alimentaires) **s'est redressée (à 3,8% contre 1,4% en janvier) mais reste inférieure à l'inflation totale, passée de 1,4% sur un an en janvier à 5% en mai**, le plus haut niveau depuis le pic de 5,4% d'août 2008. Cette accélération rapide résulte de la combinaison de plusieurs facteurs. Aux effets de base s'ajoutent de fortes hausses des prix des matières premières et des goulots d'étranglement temporaires dans un contexte de fort rebond de la consommation des ménages, soutenue par des aides financières substantielles et par une épargne élevée. Par ailleurs, la réouverture de l'économie engendre des pressions sur les prix dans les secteurs directement impactés par la pandémie (hôtellerie, transport aérien et automobile), alors même que l'offre demeure restreinte au sortir de la crise. On observe enfin deux facteurs spécifiques : d'une part, la hausse des prix des véhicules d'occasion (+30% en mai sur un an) qui s'explique elle-même en partie par les mesures de soutien à la consommation qui devraient continuer d'impacter le taux d'inflation jusqu'au début 2022 et, d'autre part, la hausse des prix des maisons existantes (19% en avril sur un an) qui devrait pousser la composante "loyer équivalent propriétaires" vers le haut entre le troisième trimestre 2021 et fin 2022.

La zone euro a bien résisté aux dernières phases de confinement. Les effets négatifs se sont limités aux secteurs faisant l'objet de mesures de restriction ciblées, et la reprise précoce par rapport à d'autres zones a permis une réactivation rapide de son secteur manufacturier. Le repli de la croissance au premier trimestre a été limité (-0,3%) et moins marqué qu'au dernier trimestre de 2020 (-0,6%). Au premier trimestre, le PIB a révélé une meilleure convergence intra-zone des performances (à l'exception de l'Espagne), la

consommation privée freinant encore la croissance, et l'investissement restant performant, tout comme les échanges commerciaux, en dépit d'une contribution à la croissance légèrement positive. La bonne surprise est venue du dynamisme de l'investissement productif, soutenu par la vigueur de la demande de biens manufacturés mais aussi par les fonds européens du plan de relance : bien que non encore versés, ils ont pu être anticipés par les Etats et des projets d'investissement ont pu être débloqués, via les budgets nationaux. Si l'investissement a presque pleinement récupéré dans les grandes économies de la zone à l'exception de l'Espagne, le PIB est encore de -5,1% inférieur au niveau pré-crise, du fait principalement du retard de la consommation privée (-9,5%).

Au vu notamment des enquêtes, les perspectives sont favorables : la vigueur de la reprise du cycle manufacturier mondial crée un cercle vertueux de demande pour les biens d'investissement dont profitent les producteurs européens. Les tensions croissantes signalées par les producteurs de la zone euro sur leurs équipements sont de bon augure pour le maintien d'une demande soutenue pour le secteur. Selon les enquêtes auprès des industriels, la demande n'est plus un facteur contraignant la production : la demande de biens de consommation demeure dynamique, tirée par les biens de consommation durable, et bénéficiant ainsi à la production d'équipements électriques et électroniques. Bien que la demande étrangère soit soutenue et la demande interne à la zone attendue en hausse, l'activité dans l'industrie restera encore perturbée dans les prochains mois par la résorption de stocks importants et par les difficultés d'approvisionnement en matières premières et en biens intermédiaires. D'autres facteurs risquent aussi de perturber les débouchés de la production, notamment l'acheminement des exportations du fait des perturbations dans le fret maritime. Dans les services, les enquêtes signalent un retour à l'expansion de l'activité dès les premières phases du déconfinement. Le PIB rebondit nettement au deuxième trimestre dans la zone euro (+2,0%), probablement tiré par une contribution très positive de la consommation suite à la levée des restrictions sanitaires dans de nombreux pays et à l'avancée des campagnes de vaccination. **Les pressions haussières (prix des matières premières, effets de base) ont conduit à un redressement de l'inflation totale** (passée de +0,9% sur un an en janvier à +1,9% en juin) **mais ont épargné l'inflation sous-jacente** (+0,9% sur un an en juin).

Le cap accommodant des politiques monétaires a été maintenu tant par la Réserve Fédérale que par, évidemment, la BCE.

Aux **Etats-Unis**, en début d'année, J. Powell insistait sur la situation toujours très dégradée du marché du travail et la faiblesse du taux d'emploi par rapport à son niveau pré-crise. Le stimulus budgétaire et la reprise économique étaient certes susceptibles de se traduire par une inflation plus élevée mais temporaire (désinflation structurelle, sous-emploi élevé, ancrage des anticipations d'inflation). L'emploi et l'inflation, tous deux encore éloignés de leurs cibles, justifiaient le maintien d'une politique monétaire durablement accommodante (achats d'actifs au rythme mensuel de USD120 milliards, fourchette-cible du taux des Fed Funds à [0-0,25%]). Sa stratégie de ciblage de l'inflation (2% en moyenne) couplée à l'expérience de la gestion des crises antérieures encourageait la Fed à ne pas se précipiter. C'est seulement lors de la réunion du Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) des 15 et 16 juin, qu'est intervenue la première inflexion qui consistait uniquement en une hausse des prévisions des taux des Fed Funds⁷¹ couplée à une révision à la hausse des prévisions de croissance et d'inflation⁷². Les pressions inflationnistes sont plus élevées mais toujours estimées transitoires (forte demande dans le sillage de la réouverture de l'économie, goulots d'étranglement dans l'industrie plus importants qu'anticipé).

⁷¹ Treize membres du FOMC (sur un total de dix-huit) prévoient un taux des Fed Funds en hausse jusqu'à fin 2023 (contre sept lors du précédent FOMC). La médiane des préférences des membres du FOMC se situe 50 points de base au-dessus du taux actuel, suggérant deux hausses de taux de 25 points de base chacune pour 2023 (contre aucune en mars dernier). Le consensus anticipait une progression de seulement 25 points de base.

⁷² Les membres du FOMC ont revu leur prévision de croissance pour 2021 à 7% (contre 6,5% en mars) avec un taux de chômage inchangé à 4,5%. Le scénario pour 2022 et 2023 reste globalement inchangé avec une prévision de croissance pour 2022 maintenue à 3,3% et celle pour 2023 relevée légèrement à 2,4% contre 2,2%, toujours supérieure au taux de croissance potentiel, à 1,8%. Le taux d'inflation PCE s'établirait en moyenne à 3% cette année (contre 2,2% prévu en mars) avec une révision à la hausse de 1 point de pourcentage, à 3,4%, pour le quatrième trimestre 2021. Toutefois, la Réserve fédérale reste fidèle à son analyse selon laquelle la hausse de l'inflation à court terme devrait être transitoire, ce qui se traduit également par une prévision d'inflation affichant toujours une forte baisse en 2022 (à 2,1% aux T4-2022 et T4-2023).

En **zone euro**, si la BCE a révisé à la hausse, en juin, ses prévisions de croissance et d'inflation⁷³, elle a confirmé l'orientation très accommodante et très flexible de sa politique monétaire. Les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés (à respectivement 0,00%, +0,25% et -0,50%) jusqu'à ce que « les perspectives d'inflation convergent durablement vers un niveau suffisamment proche de, mais inférieur à 2 % sur son horizon de projection, et que cette convergence se reflète de manière cohérente dans la dynamique d'inflation sous-jacente » ; achats nets d'actifs dans le cadre du PEPP (*Pandemic Emergency Purchase Programme*, dont l'enveloppe totale est de EUR1850 milliards) au moins jusqu'à fin mars 2022 et jusqu'à ce que la crise du coronavirus soit terminée ; maintien des achats nets dans le cadre de l'APP (*Asset Purchase Programme*) à un rythme mensuel de EUR20 milliards « aussi longtemps que nécessaire pour renforcer les effets accommodants de ses taux directeurs », maintien d'une liquidité abondante par le biais des opérations de refinancement (TLTRO III).

L'évolution des marchés obligataires peut être très schématiquement scindée en deux parties : un premier trimestre enthousiaste porté par le *reflation trade*, un deuxième trimestre plus maussade rattrapé par la réalité de la pandémie.

Portés par le thème du « *reflation trade* » nourri par des perspectives de croissance et d'inflation plus soutenues, elles-mêmes alimentées des soutiens budgétaires massifs, des politiques monétaires très accommodantes, le renchérissement du prix du pétrole et des matières premières, les progrès de la vaccination et des données économiques meilleures qu'anticipé, les taux d'intérêt se sont nettement tendus aux Etats-Unis au premier trimestre et leur hausse s'est diffusée à la zone euro. Alors que les taux très courts restaient ancrés à un niveau très bas, les taux souverains sans risque encore faibles début janvier (10 ans américains et allemands proches de, respectivement, +0,90% et -0,60%) se sont redressés jusqu'à culminer en avril à +1,70% aux Etats-Unis et plus tardivement à -0,10% en mai en Allemagne. Si la Fed s'est montrée plus tolérante au durcissement des conditions financières synonyme d'amélioration des perspectives économiques, la BCE s'est empressée de signaler qu'un tel durcissement était prématuré et injustifié.

Une fois l'amélioration économique anticipée effectivement confirmée, les nouvelles du front sanitaire sont cependant venues tempérer l'enthousiasme au deuxième trimestre : apparition de nouveaux variants, reprise virulente de la pandémie dans de grands pays émergents, lenteur ou absence de déploiement des vaccins hors des grands pays développés, responsables chinois admettant la faible efficacité des vaccins produits localement. Il est apparu que la pandémie était loin d'être à son terme et continuerait de guider le rythme et la vigueur de la sortie de crise.

Aussi, après avoir bondi, les marchés obligataires ont adopté une position plus conservatrice. Début juillet, les taux à 10 ans américain (+1,30%) et allemand (-0,35%) enregistraient des hausses respectives limitées à environ +40 et +25 points de base (pb) par rapport à leurs niveaux de début janvier. Le spread par rapport au Bund de la France (+40 pb) et de l'Italie (+110 pb) était respectivement plus large (de +15 pb) et stable par rapport au début d'année. Les marchés actions, toujours soutenus par des conditions financières accommodantes et des perspectives de croissance favorables tout au moins dans les pays avancés, s'affichaient en hausse : une progression quasiment ininterrompue au cours du premier semestre 2021 (S&P 500, Eurostoxx 50, CAC 40, respectivement, +15%, +12,5%, + 15%).

⁷³ La prévision de croissance a été portée à 4,6% en 2021 (contre 4% lors des prévisions de mars) et à 4,7% en 2022 (de 4,1%), mais pas en 2023 (2,1%) ; la BCE a également intégré la remontée récente de l'inflation (à 2% au mois de mai) en révisant ses prévisions pour 2021 de 1,5% à 1,9% et pour 2022 de 1,2% à 1,5%. La hausse de l'inflation ne serait que temporaire : cela justifie le maintien de sa prévision pour 2023 à 1,4%.

Perspectives

Grâce aux progrès de la vaccination, à la normalisation progressive de la mobilité, aux plans de soutien puis de relance budgétaire, la croissance se révèle et s'annonce plus soutenue dans la plupart des pays avancés. Mais l'enthousiasme peut être tempéré par une possible résurgence de la pandémie à l'été (aux effets moindres), et il se limite au monde développé, tant l'univers émergent reste fragmenté.

Aux **États-Unis**, mesures de relance massives et progrès de la vaccination autorisant un rythme de réouverture plus rapide qu'anticipé ont permis à la croissance de se redresser significativement au premier trimestre. Notre révision à la hausse des prévisions se fonde sur un comportement de consommation plus propice à la croissance, avec des ménages disposés à puiser plus largement dans l'épargne accumulée qu'auparavant. La consommation des services, qui progresse légèrement depuis trois trimestres malgré les restrictions, devrait s'envoler dans les prochains mois, se substituant aux dépenses en biens. Notre prévision table aussi sur un investissement solide, dopé par une reprise soutenue et un niveau de confiance élevé. Le PIB devrait continuer d'accélérer au deuxième trimestre grâce aux progrès de la campagne de vaccination et à l'assouplissement des restrictions à l'activité et à la mobilité. **La croissance atteindrait ainsi un pic au deuxième trimestre (+10%), pic à partir duquel une décélération progressive se dessinerait : à +6,5% en 2021 puis à +4% en 2022⁷⁴.** La croissance moyenne se situerait nettement au-dessus de sa tendance de long terme, une tendance vers laquelle elle convergerait fin 2022. Afin de refléter des prix de l'énergie plus élevés et des prix de l'immobilier encore hauts, mais aussi un redressement de l'inflation sous-jacente (effets de second tour, impact des plans de relance sur les comportements de consommation qui suscitent des hausses de prix très spécifiques comme celles, par exemple, des voitures d'occasion), les prévisions d'inflation ont été revues à la hausse. **Cependant, cette accélération forte (donc impressionnante) de l'inflation ne serait être que transitoire.** L'inflation totale, après un pic compris entre +4,5% et +5% jusqu'en janvier 2022, s'assagirait pour retrouver en fin d'année un rythme « normal » (inflation sous-jacente et totale à, respectivement, +2,3% et +2,1% fin 2022). Une modération des rythmes d'inflation reste notre scénario central dans les prochains mois grâce à la dissipation des effets de base et à l'ouverture de l'économie qui devrait faciliter la normalisation du déséquilibre actuel entre l'offre et la demande.

Si sa vigueur à moyen terme demeure grevée d'hypothèques, sur lesquelles il est prématuré de se prononcer, la croissance de la zone euro s'annonce plus forte en 2021. Grâce à des mesures de restriction ciblées et moins pénalisantes, à la reprise plus précoce d'autres zones réactivant leur secteur manufacturier, puis à la normalisation attendue des comportements de dépenses, mais aussi à l'allègement des contraintes localisées pesant sur l'offre⁷⁵, la croissance pourrait atteindre (voire excéder légèrement en raison de risques modérément haussiers, mais encore baissiers à moyen terme) +4,8% en 2021 puis +4,5% en 2022.

En France, une reprise plus durable de l'activité se dessine : une reprise portée en premier lieu par la consommation mais aussi par une croissance de l'investissement qui poursuivrait son rétablissement, soutenu par le plan de relance et des conditions financières toujours très favorables. La croissance s'établirait ainsi à +5,4% en 2021 et +4,1% en 2022. La dégradation récente de la situation sanitaire fait certes redouter de nouvelles restrictions : elles seraient circonscrites et le risque baissier entourant notre scénario semble limité. En leur absence, une sortie de crise accompagnée d'une forte désépargne des ménages pourrait même entraîner des révisions à la hausse de nos prévisions pour 2022. Par ailleurs, notre scénario retient une hausse du chômage moyen à 8,7% en 2021 (8% en 2020). Ainsi, si la reprise des embauches et les tensions localisées sur le marché du travail alimentent les craintes de retour d'une inflation durablement plus élevée aux États-Unis, celles-ci semblent injustifiées en France. Nous retenons une accélération limitée et temporaire de l'inflation (proche de +1,9% fin 2021 et de +1,1% fin 2022 pour des moyennes annuelles de +1,5% et +1,25%, respectivement).

⁷⁴ Aux États-Unis, les plans de relance en cours de discussion sur les dépenses d'infrastructures ne sont pas de nature à produire le même impact sur la croissance que les plans précédents, plus axés sur un soutien direct à la consommation des ménages et aux entreprises. Sous sa forme actuelle, le plan prévoit 579 milliards de dollars de dépenses, soit seulement une fraction du plan initial du président Joe Biden (2300 milliards de dollars) et devrait être réparti sur huit ans. Le projet de plan reste entouré d'incertitudes élevées. Il n'est actuellement pas intégré dans nos prévisions et le sera dès que la visibilité sera suffisante.

⁷⁵ Les tensions dans les secteurs où se sont concentrées les augmentations de la demande pendant la phase de distanciation sociale (informatique, microprocesseurs) s'estompent progressivement et la récupération de plusieurs secteurs encore contraints pourrait démarrer et pour certains aboutir complètement.

Plus généralement, **le scénario esquissé pour la zone euro écarte simultanément une reprise durable et soutenue de l'inflation mais aussi une dynamique fortement déflationniste**. Les prévisions d'inflation intègrent **une accélération transitoire, conduisant l'inflation totale au-dessus de la cible de 2% au cours du second semestre 2021 et du premier trimestre 2022** – avec un sommet vers novembre puisque l'inflation totale culminerait légèrement au-dessus de +3% pour une inflation sous-jacente proche de +2% – puis un fléchissement sensible et un retour confortablement sous la cible fin 2022 (autour de +1,3%).

Au sein de l'univers émergent (éclaté), la reprise est manifeste : elle s'annonce néanmoins très hétérogène, et les menaces, au sein desquelles la pandémie continue d'occuper la première place, s'amoncellent. La reprise *post-Covid* se découpe schématiquement en deux étapes, initiée d'abord par une impulsion extérieure, puis relayée par des facteurs domestiques. Alors que les progrès de la vaccination sont très inégaux, la croissance risque de rester freinée par les mesures de distanciation sociale, mais également par les restrictions pesant sur le tourisme, par une force de frappe budgétaire limitée et une contrainte monétaire forte : à mesure que l'inflation se renforce même si elle n'est que temporaire, elle peut conduire les banques centrales à rapidement opter pour une politique plus restrictive. Alors que le processus de désinflation est moins ancien et les anticipations d'inflation plus réactives, de nombreuses banques centrales émergentes – dont la crédibilité est plus récente – ne peuvent attendre. Enfin, en **Chine**, sous l'influence d'un recul des mesures de soutien, dont témoignent une consolidation budgétaire rapide et une décélération générale du financement, **le ralentissement devrait se poursuivre**. La croissance se révèle en outre de plus en plus déséquilibrée : à une offre très dynamique répond une demande intérieure moins soutenue, car la consommation des ménages reste pénalisée par la faiblesse du marché du travail qui suscite une remontée du taux d'épargne. Notre scénario table sur une croissance moyenne d'environ +8,5% en 2021 – un rythme élevé mais insuffisant pour stabiliser le marché du travail – puis un ralentissement vers +5,7% en 2022.

Aux États-Unis, l'accélération de la croissance et celle, supposée transitoire, de l'inflation ne font pas de l'adoption d'une politique monétaire nettement plus restrictive une urgence absolue. **Bien que le resserrement monétaire s'annonce plus précoce, il restera graduel et mesuré : tapering d'abord, hausse des taux ensuite, et pas avant 2023**. Les discussions sur un ralentissement de son programme d'achats d'actifs pourraient débuter au symposium de Jackson Hole fin août ; la réduction progressive des achats d'actifs ne devrait pas commencer avant début 2022 et, si le revirement légèrement *hawkish* de juin suggère une remontée plus rapide des taux directeurs, celle-ci serait limitée à deux premières hausses de taux de 25 points de base chacune, en 2023. À la différence de 2013, le *tapering* progressif de la Fed ne devrait pas entraîner de tempêtes sur les marchés, mais s'accompagner d'une modération des taux longs, notamment promue par la normalisation de l'inflation et l'abondance de liquidités dans le système financier. Notre scénario retient un taux souverain à dix ans autour de +1,65% fin 2021 puis vers +1,35% fin 2022 : un niveau modéré qu'expliquent encore, outre la résorption lente de l'écart de production, la faiblesse du taux d'intérêt dit neutre, un taux inscrit sur une lourde et longue trajectoire baissière peu (voire pas) susceptible de s'inverser rapidement.

En zone euro, malgré l'amélioration des perspectives économiques et la réduction des risques, la BCE conservera une politique monétaire très accommodante au cours des prochains mois en procédant notamment à une expansion en montant et en durée du PEPP (*Pandemic Emergency Purchase Programme*), supposé se terminer en mars 2022, jusqu'à la fin de 2022. Les taux obligataires souverains européens resteraient très bas et sont même susceptibles de s'effriter durant l'été (baisse de la volatilité, opérations de portage, annonce faite en juin par la BCE d'un rythme d'achat de titres « nettement plus élevé » prolongé jusqu'au troisième trimestre, importante liquidité du système bancaire). Notre scénario retient un taux de rendement allemand à dix ans à -0,20% fin 2021 et -0,10% fin 2022 couplé à des *spreads* des pays « non super core » encore serrés.

La réduction de l'accommodation monétaire aux États-Unis, via tout d'abord un tapering mesuré, est favorable à une appréciation du dollar elle-même modérée et moins durable que celle intervenue en 2013. Au-delà, les facteurs fondamentaux de soutien fléchissent, facteurs au titre desquels figure notamment la diversification en tendance certes et interrompue par les périodes de forte aversion au risque – des réserves de change au détriment du dollar et au profit de substituts liquides comme l'euro.

Annexe 1 – Eléments spécifiques, Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A.

Groupe Crédit Agricole - Eléments spécifiques, T2-21 et T2-20, S1-21 et S1-20								
En m€	T2-21		T2-20		S1-21		S1-20	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	(7)	(6)	(7)	(5)	1	1	(26)	(19)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(8)	(6)	(75)	(51)	(16)	(11)	48	32
Provisions Epargne logement (LCL)	2	2	(4)	(3)	(10)	(7)	(15)	(10)
Provisions Epargne logement (AHM)	4	3	(16)	(11)	0	0	(46)	(31)
Provisions Epargne logement (CR)	19	13	(58)	(40)	1	0	(133)	(90)
Soulte Liability management (AHM)	-	-	(41)	(28)	-	-	(41)	(28)
Soutien aux assurés pros Covid-19 (LCL)	-	-	(2)	(1)	-	-	(2)	(1)
Soutien aux assurés pros Covid-19 (GEA)	-	-	(143)	(97)	-	-	(143)	(97)
Soutien aux assurés pros Covid-19 (CR)	-	-	(94)	(64)	-	-	(94)	(64)
Projet de cession en cours PNB (WM)	(1)	(1)	-	-	(1)	(1)	-	-
Total impact en PNB	9	6	(441)	(300)	(25)	(18)	(452)	(309)
Don solidaire Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	-	-	(38)	(38)
Don solidaire Covid-19 (BPI)	-	-	-	-	-	-	(8)	(4)
Don solidaire Covid-19 (AHM)	-	-	-	-	-	-	(10)	(10)
Don solidaire Covid-19 (CR)	-	-	-	-	-	-	(10)	(10)
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	-	-	(5)	(2)	(4)	(2)	(9)	(4)
Coûts de transformation (GC)	(16)	(8)	-	-	(16)	(8)	-	-
Coûts de transformation (LCL)	(13)	(9)	-	-	(13)	(9)	-	-
Projet de cession en cours Charges (WM)	(2)	(2)	-	-	(2)	(2)	-	-
Total impact en Charges	(32)	(19)	(5)	(2)	(36)	(21)	(75)	(67)
Restatement FRU 2016-2020 (CR)	-	-	-	-	55	55	-	-
Restatement FRU 2016-2020 (AHM)	-	-	-	-	130	130	-	-
Total impact en FRU	-	-	-	-	185	185	-	-
Activation du Switch2 (GEA)	-	-	65	44	-	-	65	44
Activation du Switch2 (CR)	-	-	(65)	(44)	-	-	(65)	(44)
Creval - Coût du risque stage 1 (BPI)	(25)	(21)	-	-	(25)	(21)	-	-
Total impact coût du risque de crédit	(25)	(21)	-	-	(25)	(21)	-	-
Badwill Creval (BPI)	378	321	-	-	378	321	-	-
Total impact variation des écarts d'acquisition	378	321	-	-	378	321	-	-
Gain "affranchimento" (BPI)	38	32	-	-	38	32	-	-
Gain "affranchimento" (GEA)	114	80	-	-	114	80	-	-
Total impact en Impôts	152	111	-	-	152	111	-	-
Gain "affranchimento" (SFS)	5	5	-	-	5	5	-	-
Total impact mise en équivalence	5	5	-	-	5	5	-	-
Frais d'acquisition Creval (BPI)	(16)	(9)	-	-	(16)	(9)	-	-
Total impact en Gains ou pertes nets sur autres actifs	(16)	(9)	-	-	(16)	(9)	-	-
Projet de cession en cours (WM)	10	10	-	-	5	5	-	-
Total impact en Activités en cours de cession	10	10	-	-	5	5	-	-
Impact total des retraitements	481	403	(445)	(302)	623	557	(527)	(376)
Gestion de l'épargne et Assurances	121	87	(77)	(53)	116	82	(116)	(91)
Banque de proximité-France	8	5	(224)	(152)	32	39	(320)	(221)
Banque de proximité-International	375	322	-	-	375	322	(8)	(4)
Services financiers spécialisés	5	5	-	-	5	5	-	-
Grandes Clientèles	(32)	(20)	(86)	(58)	(35)	(21)	13	9
Activités hors métiers	4	3	(58)	(39)	130	130	(97)	(69)

Crédit Agricole S.A. - Eléments spécifiques, T2-21 et T2-20, S1-21 et S1-20

En m€	T2-21		T2-20		S1-21		S1-20	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	(7)	(5)	(7)	(5)	1	1	(26)	(19)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(8)	(6)	(75)	(50)	(16)	(11)	48	32
Provisions Epargne logement (LCL)	2	1	(4)	(2)	(10)	(7)	(15)	(10)
Provisions Epargne logement (AHM)	4	3	(16)	(11)	0	0	(46)	(31)
Solte Liability management (AHM)	-	-	(41)	(28)	-	-	(41)	(28)
Soutien aux assurés pros Covid-19 (LCL)	-	-	(2)	(1)	-	-	(2)	(1)
Soutien aux assurés pros Covid-19 (GEA)	-	-	(143)	(97)	-	-	(143)	(97)
Projet de cession en cours PNB (WM)	(1)	(1)	-	-	(1)	(1)	-	-
Total impact en PNB	(10)	(7)	(288)	(195)	(25)	(18)	(225)	(154)
Don solidaire Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	-	-	(38)	(38)
Don solidaire Covid-19 (BPI)	-	-	-	-	-	-	(8)	(4)
Don solidaire Covid-19 (AHM)	-	-	-	-	-	-	(10)	(10)
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	-	-	(5)	(2)	(4)	(2)	(9)	(4)
Coûts de transformation (GC)	(16)	(8)	-	-	(16)	(8)	-	-
Coûts de transformation (LCL)	(13)	(9)	-	-	(13)	(9)	-	-
Projet de cession en cours Charges (WM)	(2)	(2)	-	-	(2)	(2)	-	-
Total impact en Charges	(32)	(19)	(5)	(2)	(36)	(21)	(65)	(57)
Corrections sur 2016-2020 FRU	-	-	-	-	130	130	-	-
Total impact en FRU	-	-	-	-	130	130	-	-
Activation du Switch2 (GEA)	-	-	65	44	-	-	65	44
Creval - Coût du risque stage 1 (BPI)	(25)	(19)	-	-	(25)	(19)	-	-
Total impact coût du risque de crédit	(25)	(19)	65	44	(25)	(19)	65	44
Gain "affranchimento" (SFS)	5	5	-	-	5	5	-	-
Total impact Mise en équivalence	5	5	-	-	5	5	-	-
Frais d'acquisition Creval (BPI)	(16)	(8)	-	-	(16)	(8)	-	-
Total impact Gains ou pertes sur autres actifs	(16)	(8)	-	-	(16)	(8)	-	-
Badwill Creval (BPI)	378	285	-	-	378	285	-	-
Total impact variation des écarts d'acquisition	378	285	-	-	378	285	-	-
Gain "affranchimento" (BPI)	38	28	-	-	38	28	-	-
Gain "affranchimento" (GEA)	114	78	-	-	114	78	-	-
Total impact en Impôts	152	106	-	-	152	106	-	-
Projet de cession en cours (WM)	10	10	-	-	5	5	-	-
Total impact en Activités en cours de cession	10	10	-	-	5	5	-	-
Impact total des retraitements	462	353	(227)	(153)	568	466	(224)	(167)
<i>Gestion de l'épargne et Assurances</i>	<i>121</i>	<i>85</i>	<i>(77)</i>	<i>(53)</i>	<i>116</i>	<i>80</i>	<i>(116)</i>	<i>(91)</i>
<i>Banque de proximité-France</i>	<i>(11)</i>	<i>(8)</i>	<i>(6)</i>	<i>(4)</i>	<i>(23)</i>	<i>(16)</i>	<i>(17)</i>	<i>(11)</i>
<i>Banque de proximité-International</i>	<i>375</i>	<i>287</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>375</i>	<i>287</i>	<i>(8)</i>	<i>(4)</i>
<i>Services financiers spécialisés</i>	<i>5</i>	<i>5</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>5</i>	<i>5</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Grandes Clientèles</i>	<i>(32)</i>	<i>(20)</i>	<i>(86)</i>	<i>(57)</i>	<i>(35)</i>	<i>(21)</i>	<i>13</i>	<i>9</i>
<i>Activités hors métiers</i>	<i>4</i>	<i>3</i>	<i>(58)</i>	<i>(39)</i>	<i>130</i>	<i>130</i>	<i>(97)</i>	<i>(69)</i>

Annexe 2- Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôles, T2-21 et T2-20

	T2-21 (publié)							
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 472	929	818	1 765	658	1 561	100	9 304
Charges d'exploitation hors FRU	(2 236)	(569)	(495)	(751)	(327)	(917)	(241)	(5 536)
FRU	(1)	(0)	(12)	0	1	(0)	0	(12)
Résultat brut d'exploitation	1 235	360	311	1 014	332	644	(140)	3 756
Coût du risque	(186)	(43)	(123)	(18)	(134)	41	(6)	(470)
Sociétés mises en équivalence	(12)	-	0	21	87	2	-	98
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	1	(16)	(1)	12	(37)	3	(35)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	2	-	378	-	-	-	-	379
Résultat avant impôt	1 041	318	550	1 015	298	649	(143)	3 728
Impôts	(287)	(86)	(21)	(121)	(59)	(154)	47	(681)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	0	10	1	-	-	11
Résultat net	755	232	529	904	239	496	(96)	3 058
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(88)	(157)	(28)	(13)	(1)	(287)
Résultat net part du Groupe	754	232	441	747	211	483	(97)	2 770

	T2-20 (publié)							
En m€	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 163	851	1 360	664	607	1 706	(256)	8 096
Charges d'exploitation hors FRU	(2 023)	(544)	(666)	(439)	(309)	(857)	(199)	(5 036)
FRU	(29)	(7)	1	(9)	(0)	(60)	(2)	(107)
Résultat brut d'exploitation	1 112	301	696	216	298	789	(458)	2 953
Coût du risque	(363)	(117)	64	(200)	(248)	(342)	(2)	(1 208)
Sociétés mises en équivalence	(1)	-	15	-	60	3	-	78
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(4)	-	(0)	65	18	(0)	(0)	78
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(3)	-	-	-	-	-	-	(3)
Résultat avant impôt	741	183	775	81	128	450	(460)	1 898
Impôts	(226)	(53)	(202)	(17)	47	(47)	189	(308)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	(0)	-	-	-	(0)
Résultat net	515	130	573	64	175	403	(272)	1 590
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(69)	(22)	(26)	(16)	27	(107)
Résultat net part du Groupe	515	130	504	42	149	387	(245)	1 483

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôles, S1-21 et S1-20

	S1-21 (publié)							
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	7 008	1 822	1 529	3 348	1 302	3 225	120	18 353
Charges d'exploitation hors FRU	(4 503)	(1 143)	(924)	(1 535)	(662)	(1 831)	(445)	(11 041)
FRU	(87)	(59)	(33)	(7)	(23)	(328)	58	(479)
Résultat brut d'exploitation	2 418	621	572	1 806	617	1 066	(267)	6 834
Coût du risque	(339)	(126)	(222)	(25)	(262)	(27)	(6)	(1 007)
Sociétés mises en équivalence	(11)	-	0	38	161	3	-	192
Gains ou pertes nets sur autres actifs	12	1	(14)	(0)	12	(37)	3	(23)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	2	-	378	-	-	-	-	379
Résultat avant impôt	2 081	496	715	1 819	529	1 006	(270)	6 376
Impôts	(629)	(151)	(72)	(300)	(109)	(220)	79	(1 401)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(1)	5	1	-	-	5
Résultat net	1 452	345	642	1 524	421	787	(191)	4 979
Intérêts minoritaires	(1)	(0)	(110)	(267)	(51)	(23)	(3)	(455)
Résultat net part du Groupe	1 451	344	532	1 257	370	764	(194)	4 524

	S1-20 (publié)							
En m€	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	6 323	1 729	2 694	1 360	1 254	3 295	(192)	16 462
Charges d'exploitation hors FRU	(4 286)	(1 128)	(1 471)	(889)	(661)	(1 741)	(408)	(10 584)
FRU	(123)	(42)	(6)	(25)	(20)	(260)	(86)	(562)
Résultat brut d'exploitation	1 914	558	1 217	446	573	1 293	(686)	5 316
Coût du risque	(670)	(218)	46	(316)	(438)	(501)	(39)	(2 137)
Sociétés mises en équivalence	3	-	29	-	132	4	-	168
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(4)	0	3	66	18	(0)	(0)	84
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(3)	-	-	-	-	-	-	(3)
Résultat avant impôt	1 240	340	1 294	195	286	796	(725)	3 428
Impôts	(464)	(109)	(328)	(54)	18	(103)	252	(789)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	(1)	-	-	-	(1)
Résultat net	776	231	967	140	304	693	(473)	2 638
Intérêts minoritaires	(1)	(0)	(131)	(40)	(46)	(26)	(4)	(248)
Résultat net part du Groupe	775	231	835	101	258	667	(477)	2 391

Annexe 3 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, T2-21 et T2-20

	T2-21 (publié)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	1 764	929	801	658	1 561	105	5 819
Charges d'exploitation hors FRU	(751)	(569)	(482)	(327)	(917)	(207)	(3 253)
FRU	0	(0)	(12)	1	(0)	0	(11)
Résultat brut d'exploitation	1 013	360	307	332	644	(102)	2 554
Coût du risque	(18)	(43)	(120)	(134)	41	(4)	(279)
Sociétés mises en équivalence	21	-	0	87	2	(9)	101
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	1	(16)	12	(37)	4	(37)
Résultat avant impôt	1 014	318	549	298	649	(111)	2 717
Impôts	(121)	(86)	(21)	(59)	(153)	44	(397)
Rés. net des activités abandonnées	10	-	0	1	-	-	11
Résultat net	903	232	528	239	496	(67)	2 331
Intérêts minoritaires	(165)	(10)	(132)	(28)	(23)	(5)	(363)
Résultat net part du Groupe	738	221	396	211	473	(72)	1 968

	T2-20 (publié)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	1 359	851	640	607	1 706	(266)	4 897
Charges d'exploitation hors FRU	(666)	(544)	(418)	(309)	(857)	(187)	(2 980)
FRU	1	(7)	(9)	(0)	(60)	(2)	(79)
Résultat brut d'exploitation	694	300	212	298	789	(456)	1 838
Coût du risque	64	(117)	(199)	(248)	(342)	(1)	(842)
Sociétés mises en équivalence	15	-	-	60	3	10	88
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(0)	-	65	18	(0)	(0)	82
Résultat avant impôt	773	183	78	128	450	(447)	1 166
Impôts	(201)	(53)	(16)	47	(47)	185	(86)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(0)	-	-	-	(0)
Résultat net	572	130	62	175	403	(262)	1 080
Intérêts minoritaires	(74)	(6)	(25)	(26)	(23)	29	(126)
Résultat net part du Groupe	498	124	37	149	379	(233)	954

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, S1-21 et S1-20

	S1-21 (publié)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 348	1 822	1 495	1 302	3 226	119	11 312
Charges d'exploitation hors FRU	(1 534)	(1 143)	(897)	(662)	(1 831)	(383)	(6 450)
FRU	(7)	(59)	(33)	(23)	(328)	58	(392)
Résultat brut d'exploitation	1 806	621	565	617	1 067	(206)	4 470
Coût du risque	(25)	(126)	(220)	(262)	(27)	(3)	(663)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	38	-	0	161	3	(15)	188
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(0)	1	(13)	12	(37)	4	(34)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	378	-	-	-	378
Résultat avant impôt	1 819	496	709	529	1 007	(222)	4 339
Impôts	(299)	(151)	(71)	(109)	(219)	75	(775)
Rés. net des activités abandonnées	5	-	(1)	1	-	-	5
Résultat net	1 525	345	637	421	788	(147)	3 569
Intérêts minoritaires	(279)	(15)	(162)	(51)	(39)	(8)	(555)
Résultat net part du Groupe	1 245	329	475	370	749	(155)	3 014

	S1-20 (publié)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	2 678	1 728	1 310	1 254	3 293	(167)	10 097
Charges d'exploitation hors FRU	(1 471)	(1 128)	(848)	(661)	(1 741)	(385)	(6 235)
FRU	(6)	(42)	(25)	(20)	(260)	(86)	(439)
Résultat brut d'exploitation	1 201	558	437	573	1 292	(638)	3 423
Coût du risque	46	(218)	(314)	(438)	(501)	(37)	(1 463)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	29	-	-	132	4	13	178
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	0	66	18	(0)	(0)	87
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	1 279	340	189	286	795	(662)	2 226
Impôts	(323)	(109)	(53)	18	(103)	224	(347)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(1)	-	-	-	(1)
Résultat net	955	231	135	304	692	(439)	1 879
Intérêts minoritaires	(139)	(10)	(47)	(46)	(39)	(5)	(287)
Résultat net part du Groupe	816	220	88	258	653	(444)	1 592

Annexe 4 – Méthodes de calcul du bénéfice par action et de l'actif net par action

Crédit Agricole S.A. – Calcul du bénéfice par action, de l'actif net par action et du ROTE

(en m€)		T2-21	T2-20	S1-21	S1-20	Δ T2/T2	Δ S1/S1
Résultat net part du Groupe - publié		1 968	954	3 014	1 592	x 2,1	+89,3%
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS		(193)	(72)	(193)	(229)	x 2,7	(15,7%)
RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié	[A]	1 775	882	2 821	1 363	x 2	x 2,1
Nombre d'actions moyen, hors titres d'autocontrôle (m)	[B]	2 943,3	2 882,4	2 943,3	2 882,7	+2,1%	+2,1%
Résultat net par action - publié	[A]/[B]	0,60 €	0,31 €	0,96 €	0,47 €	+97,1%	x 2
RNPG sous-jacent		1 615	1 107	2 548	1 758	+46,0%	+44,9%
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires	[C]	1 422	1 035	2 355	1 529	+37,5%	+54,0%
Résultat net par action - sous-jacent	[C]/[B]	0,48 €	0,36 €	0,80 €	0,53 €	+34,6%	+50,8%

(en m€)		30/06/21	30/06/20
Capitaux propres - part du Groupe		65 863	63 895
- Emissions AT1		(4 882)	(5 130)
- Réserves latentes OCI - part du Groupe		(2 313)	(2 291)
- Projet distribution de dividende sur résultat annuel*		(1 200)	
Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord.	[D]	57 469	56 474
- Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe		(17 569)	(18 502)
ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord.	[E]	39 900	37 972
Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période, m)	[F]	3 076,3	2 882,8
ANC par action, après déduction du dividende à verser (€)	[D]/[F]	18,7 €	19,6 €
ANT par action, après déduction du dividende à verser (€)	[G]=[E]/[F]	13,0 €	13,2 €

* dividende proposé par le Conseil d'administration et en attente de versement

** y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle

(en m€)		S1-21	S1-20
Résultat net part du Groupe - publié	[K]	3 014	1 592
Dépréciation d'immobilisation incorporelle	[L]	0	0
IFRIC	[M]	-568	-493
RNPG publié annualisé	$[N] = ([K] - [L] - [M]) \times 2 + [M]$	6 595	3 676
Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS, annualisés	[O]	-386	-458
Résultat publié ajusté	$[P] = [N] + [O]$	6 209	3 218
AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordinaires***	[J]	38 872	36 022
ROTE publié ajusté (%)	= [P] / [J]	16,0%	8,9%
Résultat net part du Groupe sous-jacent	[Q]	2 548	1 758
RNPG sous-jacent annualisé	$[R] = ([Q] - [M]) \times 2 + [M]$	5 663	4 010
Résultat sous-jacent ajusté	$[S] = [R] + [O]$	5 277	3 552
ROTE sous-jacent ajusté (%)	= [S] / [J]	13,6%	9,9%

*** y compris hypothèse de distribution du résultat en cours de formation

Indicateurs Alternatifs de Performance

ANC Actif net comptable (non réévalué)

L'actif net comptable non réévalué correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes liées aux valorisations par capitaux propres recyclables et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond à l'Actif net comptable rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

L'actif net tangible par action correspond à l'actif net comptable retraité des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le résultat net part du groupe de l'entreprise, net des intérêts sur la dette AT1, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente.

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le produit net bancaire ; il indique la part de produit net bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours peut également être calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre. De manière similaire, le coût du risque de la période peut être annualisé et rapporté à la moyenne encours début de période.

Depuis le premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Le mode de calcul de l'indicateur est spécifié lors de chaque utilisation de l'indicateur.

Créance douteuse

Une créance douteuse est une créance en défaut. Un débiteur est considéré en situation de défaut lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Créance dépréciée

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de non-remboursement.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux) :

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

Taux des créances dépréciées (ou douteux) :

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

RNPG Résultat net part du Groupe

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat net part du Groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

RNPG sous-jacent

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (i.e. non récurrents ou exceptionnels).

RNPG attribuable aux actions ordinaires

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspond au résultat net part du Groupe duquel ont été déduits les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity

Le RoTE (Return on Tangible Equity) est une mesure de la rentabilité sur fonds propres tangibles en rapportant le RNPG annualisé à l'ANC du groupe retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition. Le RNPG annualisé correspond à l'annualisation du RNPG (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) hors dépréciation d'immobilisations incorporelles et en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année.

Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2021 est constituée de ce communiqué de presse, de la présentation et des annexes à cette présentation, disponibles sur le site <https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).

Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de six mois close au 30 juin 2021 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis le dépôt auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2020 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2020 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Le 30 juin 2020, l'ensemble des autorisations réglementaires nécessaires ayant été obtenues, Amundi a acquis l'intégralité du capital de Sabadell Asset Management.

Au 30 juin 2021, suite au rachat par crédit Agricole Consumer Finance de 49% du capital de joint-venture CACF Bankia S.A, CACF Bankia S.A. est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Agenda financier

10 novembre 2021

Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2021

Contacts

CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE

Charlotte de Chavagnac	+ 33 1 57 72 11 17	charlotte.dechavagnac@credit-agricole-sa.fr
Olivier Tassain	+ 33 1 43 23 25 41	olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr
Bertrand Schaefer	+ 33 1 49 53 43 76	bertrand.schaefer@ca-fnca.fr

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A

Investisseurs institutionnels	+ 33 1 43 23 04 31	investor.relations@credit-agricole-sa.fr
Actionnaires individuels	+ 33 800 000 777 (numéro vert France uniquement)	relation@actionnaires.credit-agricole.com
Clotilde L'Angevin	+ 33 1 43 23 32 45	clotilde.langevin@credit-agricole-sa.fr
Investisseurs actions :		
Toufik Belkhatir	+ 33 1 57 72 12 01	toufik.belkhatir@credit-agricole-sa.fr
Joséphine Brouard	+ 33 1 43 23 48 33	joséphine.brouard@credit-agricole-sa.fr
Oriane Cante	+ 33 1 43 23 03 07	oriane.cante@credit-agricole-sa.fr
Nicolas Ianna	+33 1 43 23 55 51	nicolas.ianna@credit-agricole-sa.fr
Ibrahima Konaté	+ 33 1 43 23 51 35	ibrahima.konate@credit-agricole-sa.fr
Anna Pigoulevski	+ 33 1 43 23 40 59	anna.pigoulevski@credit-agricole-sa.fr
Annabelle Wiriath	+ 33 1 43 23 55 52	annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr
Investisseurs crédit et agences de notation :		
Caroline Crépin	+ 33 1 43 23 83 65	caroline.crepin@credit-agricole-sa.fr
Marie-Laure Malo	+ 33 1 43 23 10 21	marielaure.malo@credit-agricole-sa.fr
Rhita Alami Hassani	+ 33 1 43 23 15 27	rhita.alamihassani@credit-agricole-sa.fr

Tous nos communiqués de presse sur : www.credit-agricole.com - www.creditagricole.info



Crédit_Agricole



Groupe Crédit Agricole



creditagricole_sa